



Distr. LIMITÉE

UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.3 Rev.1
16 février 2017

Français
Original : ANGLAIS

Troisième réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC) au Protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres (LBS) dans la région des Caraïbes

Miami, Floride, États-Unis, du 31 octobre au 2 novembre 2016

**ÉTAT DES ACTIVITÉS DE L'ÉVALUATION ET LA GESTION DES
POLLUTION DE L'ENVIRONNEMENT (AMEP) SOUS-PROGRAMME POUR 2015-2016**

[Couvrant la période allant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2016]

TABLE DES MATIÈRES

Aperçu du Programme	1
Statut du Protocole relatif à la pollution d'origine tellurique et Activités (Protocole LBS)	7
Résumé des projets et activités	8
A. Projets FEM	8
(i) Test d'un Fonds prototype pour la région des Caraïbes pour la gestion des eaux usées (GEF IWeco).....	8
(ii) Mise en œuvre intégrée des terres, l'eau et la gestion des écosystèmes dans les PEID des Caraïbes (FEM IWeco)	13
B. Suivi et évaluation	16
(iii) Rapport sur l'état zone de la Convention pour la région des Caraïbes	16
C. Gestion des déchets	18
(iv.) La mise en œuvre du Plan d'action régional sur les déchets marins (RAPMaLi)	18
D. Programmes d'action national (PAN)	20
(v) Programmes d'action nationaux (PAN)	20
ANNEXE I: Résumé des recommandations du 2e LBS STAC, les décisions de la 2e LBS COP et des décisions pertinentes de la 16ème IGM de la Convention de Carthagène	23
ANNEXE II: Organigramme du Secrétariat de la Convention de Carthagène	33
ANNEXE III: État de la ratification de la Convention de Carthagène et ses Protocoles	34
ANNEXE IV: Intergouvernemental, technique / expert et d'autres réunions convoquées par l'AMEP sous-programme, LBS CAR et projets du FEM (2015-2016)	35
ANNEXE V: Publications internes par AMEP et Projet (2015-2016)	37
ANNEXE VI: Documents et présentations formelles par le Sous-programme AMEP	38

Aperçu du programme

1. Le présent rapport présente l'état des activités du sous-programme sur l'évaluation et la gestion de la pollution environnementale (AMEP) à l'appui du Protocole relatif aux sources terrestres de pollution marine (Protocole LBS) pour la période 2015-2016. Il fournit également un résumé des recommandations et décisions de la deuxième réunion du Comité scientifique, technique et consultatif du Protocole LBS (2e LBS STAC), deuxième Réunion des Parties contractantes (2e COP) au Protocole LBS et Seizième intergouvernemental pertinentes réunion sur le plan d'action pour le Programme pour l'environnement des Caraïbes (16 IGM) (annexe I du présent rapport).
2. L'objectif global de l'AMEP est de prévenir, réduire et maîtriser la pollution de l'environnement marin et côtier de la terre et de sources marines permettant ainsi aux pays de la région des Caraïbes (WCR) à respecter leurs obligations en vertu du Protocole relatif à la pollution de Sources terrestres (Protocole LBS) et le Protocole relatif à la coopération dans la lutte contre les déversements d'hydrocarbures (huile déversements Protocole).
3. Les objectifs du sous-programme AMEP sont les suivants:
 - a) Coordonner et superviser la mise en œuvre au jour le jour de projets AMEP et des activités dans le cadre de la Convention de Cartagena;
 - b) Veiller à ce que la formulation et la mise en œuvre des projets et activités satisfont aux obligations de la LBS et déversements d'hydrocarbures Protocoles;
 - c) Promouvoir la ratification, l'adhésion et la mise en œuvre effective de la LBS et déversements d'hydrocarbures Protocoles;
 - d) Améliorer la coordination, la collaboration et la communication avec les organisations régionales et internationales compétentes dans le développement et la mise en œuvre des projets et activités AMEP; et
 - e) Améliorer la participation des LBS et déversements d'hydrocarbures Centres d'activités régionaux (CCR) dans la conception et la mise en œuvre des projets et des activités de l'AMEP.
4. Le responsable du programme AMEP a continué d'être responsable de la coordination et de la supervision de la mise en œuvre des activités du programme pour l'exercice biennal avec le soutien de l'AMEP / AECG équipe adjoint et adjoint du programme AMEP en 2015, ainsi que deux stagiaires d'été: Mme Lowine Hill, de la Guadeloupe et de Mme Jody Kay Maxwell de la Jamaïque. Le nouveau coordonnateur du CAR / UCR, qui a pris ses fonctions 16 Novembre, 2015, a joué un rôle de soutien dans la promotion de la ratification et la mise en œuvre du Protocole LBS. Les directeurs des CAR LBS et des gestionnaires de projets régionaux pour les projets du FEM fournis programmation supplémentaire et le soutien technique.
5. Le sous-programme AMEP, par le responsable du programme AMEP et le personnel, a soutenu les activités nationales et régionales en matière de réduction de la pollution dans la région des Caraïbes et la sauvegarde du milieu marin côtier, à travers la représentation de plusieurs comités nationaux, régionaux et mondiaux. Le tableau 1 ci-dessous reflète les comités sur lesquels le personnel du sous-programme AMEP ont cotisé pendant la période.

Tableau 1: Représentation du personnel de l'AMEP sur les comités nationaux, régionaux et mondiaux

No.	Comité	Etendue	Pertinence à Carthagène Convention / Protocole LBS	Nature de la Réunion	La fréquence
1	Équipe des Nations Unies pour la coordination du projet	Nationale	Assurer la coordination des projets MEP mis en œuvre en Jamaïque avec d'autres initiatives des Nations Unies	Face à face	Mensuelle
2	Groupe des Nations Unies	Nationale	Activé le partager des ressources de communication et une meilleure visibilité des projets du PEC en Jamaïque et au niveau régional	Face à face	Mensuelle
3	Suivi-évaluation des Nations Unies et Groupe d'évaluation	Nationale	le suivi et l'évaluation des projets SAP en Jamaïque pris en charge	Face à face	Trimestrielle
4	UNDAF Groupe spécialisé sur l'environnement	Nationale/ Regionale	Fournir des apports techniques sur l'environnement à l'appui des objectifs de développement durable	Face à face	Variable
5	Comité consultatif technique (CCT) - Agence de santé publique des Caraïbes (CARPHA)	Regionale	Coordination pris en charge sur des projets de santé environnementale dans les Caraïbes et sur le projet FEM IWeco. le soutien fourni au Comité consultatif sur l'environnement de CARPHA	Virtuel	Semestriellement
6	Conseil exécutif de l'Agence de la santé publique des Caraïbes	Regionale	Statut d'observateur - Promotion de la coordination entre l'environnement et la santé.	Virtuel	Semestriellement
7	Comité Mondial des techniques des partenaires Caribéens	Regionale	Prise en charge de la coordination des projets liés à l'eau dans les Caraïbes	Virtuel et Face à Face	Annuelle
8	Groupe de la direction du projet FEM CIMA + projet	Regionale	Participé en tant que partenaire agence d'exécution pour le projet CME.	Face à Face	Annuelle
9	Programme d'action stratégique (SAP) du FEM CLM	Regionale	Participé en tant que membre du mécanisme de coordination intérimaire pour le SAP	Face à Face	Annuelle
10	Groupe de coordination interinstitutions du FEM CReW	Regionale	Fournir des mises à jour de l'Agence d'exécution régionale pour le projet de CReW	Face à Face et Videocon	Comme requis (mensuel minimum)
11	Comité directeur du projet du FEM CReW	Regionale	Participé comme chef de file Agence régionale d'exécution pour CReW FEM	Face à Face	Annuelle
12	Groupe de coordination interinstitutions pour le FEM IWeco	Regionale	Fournir des mises à jour de l'Agence d'exécution régionale pour le projet de CReW	Face à Face and Virtual	Trimestrielle
13	Comité de pilotage du projet Réunion du Projet FEM IWeco	Regionale	Fournir des mises à jour de l'Agence d'exécution régionale pour le projet de CReW	Face à Face	Annuelle

No.	Comité	Etendue	Pertinence à Carthagène Convention / Protocole LBS	Nature de la Réunion	La fréquence
14	Technique Régionale du Groupe consultatif du projet FEM IWeco	Regionale	Fourni des conseils techniques pour IWeco projet comme chef de file Agence d'exécution régionale	Face à Face	Annuelle
15	Groupe de travail du PNUE CEP pour l'État de la Convention Rapport de surface (SOCAR))	Regionale	développement pris en charge de l'État de zone de la Convention Rapport (SOCAR) en vertu du Protocole LBS	Virtuel	Comme requis (mensuel minimum)
16	CARICOM travail consultatif technique Groupe sur l'eau	Regionale	Renforcement de la collaboration entre le PDG et la CARICOM et promu la Ratification de la Convention et des Protocoles Cartagène	Virtuel	A être déterminé
17	Les zones marines protégées par Groupe d'experts (GFCI)	Regionale	Fournir des conseils d'experts sur les déchets marins et les questions liées à la pollution	Virtuel	Non requis
18	Groupe de recherche sur la pollution (GFCI & ME)	Regionale	Fourni des entrées au développement du programme de recherche en matière de pollution	Virtuel & Face à Face	Comme demandé
19	Noeud Caraïbes pour la gestion des déchets marins	Regionale	Hôte de noeud le long du Golfe et del'Institut des pêches des Caraïbes	Virtuel &Face à Face	A être déterminé
20	Plate-forme des Caraïbes pour la gestion des éléments nutritifs	Regionale	Hôte pour la plate-forme et directement pris en charge des obligations du Protocole LBS	Virtuel & Face à Face	A être déterminé
21	Plate-forme des Caraïbes pour la gestion des eaux usées	Regionale	Appui technique à la plate-forme hébergée par ACEPU	Virtuel & Face à Face	A être déterminé
22	Groupe de travail: RAC REMPEITC	Regionale	Identifier les options pour les détachements du Centre	Virtuel	Comme demandé
23	Direction générale de l'écosystème de l'environnement des Nations Unies - Communications Groupe	Mondiale	Fournir des commentaires sur les questions liées à la communication	Virtuel	Mensuelle
24	Coordination Réunions des mers régionales du PNUE	Mondiale	Promouvoir le partage des expériences et des approches harmonisées	Virtuel	Comme demandé
25	Indicateurs Groupe de travail du PNUE pour les mers régionales	Mondiale	Promouvoir les approches harmonisée Promu au développement d'indicateurs	Virtuel	Comme demandé
26	Groupe de travail du PNUE eaux douces	Mondiale	approche harmonisée Promu aux projets et activités d'eau douce du PNUE	Virtuel	Comme demandé

6. Au cours de l'exercice biennal l'administrateur du programme AMEP a également été responsable du sous programme CETA et a contribué à la supervision de l'assistant informatique / et information
7. L'officier du programme AMEP a supervisé le spécialiste des communications et adjoint administratif recruté pour apporter un soutien spécifique pour la mise en œuvre du Projet FEM CRéW.
8. Au cours de la période considérée, le sous-programme AMEP a été représenté lors de plusieurs réunions et conférences régionales et mondiales. Les représentants AMEP ont contribué avec des présentations orales et par affiches, une exposition avec des écrans de vidéos, du matériel promotionnel et des affiches de travail relatives au Protocole LBS. Une liste complète de ces réunions est présentée à l'annexe IV.
9. Le responsable du programme AMEP a pris plusieurs mesures tout au long de l'exercice biennal visant à établir et à améliorer la communication avec les différentes parties prenantes, ainsi que de faciliter le partage des connaissances. Ces étapes, comme indiqué dans le tableau 2, mis en évidence et la promotion des idées et des actions, et ont fourni des commentaires sur les activités nationales et régionales afin de stimuler l'intérêt et l'appui aux efforts nationaux et régionaux de prévention et de réduction de la pollution.

Tableau 2. Résumé des rapports, des activités de communication du bulletin et coordonné par AMEP

No.	Rapport	Fréquence
1	Input to UN Environment (UNEP) Ecosystems Division Newsletter	Quarterly
2	Assessment and Management of Environmental Pollution Newsletter	Quarterly
3	Input to UN Environment Annual Reports	Annually
4	Input to UN Environment Reports on relevant UNEA Resolutions	As Required
5	Report on Implementation of Regional Seas Strategic Directions	Annually
6	Report on Implementation of UNEP Global Programme of Action (GPA)	Annually
7	Input to Secretary-General's Report on the Ocean and Law of the Sea	Annually
	Report on measures taken in support of Resolution 67/205 adopted on 21 December 2012 "Towards the sustainable development of the Caribbean Sea for present and future generations".	Annually
8	Project Financial and Progress Reports to Donors, Project Coordinating Units, implementing agencies & UNEP HQ	As Required (Quarterly, Semi-annually & Annually)
9.	Website and Social Media updates	Daily
10.	Database updates – Focal Points and Lab Capacity	As Required
11.	Report to the United Nations Country Team on UNDAF	Annually
12.	Report to Planning Institute of Jamaica on Projects and Activities in Jamaica	Annually

10. Au cours de l'exercice biennal, la confirmation a été reçue par le Gouvernement de la Colombie, en tant que dépositaire de la Convention de Carthagène, de la ratification du Protocole LBS par la Jamaïque en Novembre 2015. Cela porte le nombre de pays qui ont ratifié le Protocole LBS à 12.
11. Le sous-programme AMEP a continué à développer et renforcer les relations avec les organisations régionales et internationales compétentes. Des réunions de coordination ont eu lieu avec plusieurs organismes collaborateurs comme indiqué ci-dessous:

Programme des Nations Unies pour l'environnement mondial d'action (UNEP / GPA) ▪ Bureau régional du PNUE pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ROLAC)	Caraïbes Agence de la santé publique (CARPHA) ▪ Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)
Communauté des Caraïbes (CARICOM) ▪ Commission océanographique intergouvernementale Sous-commission pour les régions des Caraïbes et adjacentes (IOCARIBE)	Centre de l'eau pour les régions tropicales humides d'Amérique latine et des Caraïbes [el Centro del Agua del Trópico Húmedo para América Latina y el Caribe (CATHALAC)]
Organisation des Caraïbes orientales (OECO) ▪ National Oceanic and Atmospheric Association (NOAA) ▪ Eau des Caraïbes et l'Association des égouts (CAWASA)	Institut de recherche marine et côtière [el Instituto de Investigaciones Marinas y Costeras (INVEMAR)] ▪ US Environmental Protection Agency (EPA)
Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine (CEPALC) ▪ Organisation panaméricaine de la santé (OPS) ▪ Commission de l'Union européenne (UE) ▪ Caribbean Water and Wastewater Association (ACEPU) ▪ Banque interaméricaine de développement (BID)	Association des États des Caraïbes (AEC) ▪ Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ▪ Université des Nations Unies, Institut pour l'eau, l'environnement et la santé (UNU-INWEH) ▪ Caribbean Youth Environment Network (CYEN)

12. Le groupe de travail sur le suivi et l'évaluation environnementale a continué à travailler au cours de l'exercice biennal vers le développement ultérieur de l'ébauche de l'Etat du rapport zone de la Convention (SOCAR). Le sous-programme AMEP a organisé un atelier régional d'experts sur la SOCAR en Jamaïque, Août 2016, qui a abouti à un accord pour utiliser les Forces motrices, Pressions, État, Impact, Réponses (DPSIR) approche pour le développement ultérieur du rapport.
13. LBS CAR a continué à jouer un rôle important dans le développement et la mise en œuvre des projets AMEP. Le Centre d'Activités Régionales (CAR) pour les déversements d'hydrocarbures, RAC-REMPEITC assistent les pays pour se conformer à la MARPOL zone spéciale Désignation pour l'annexe V, des déchets d'exploitation des navires pour les Caraïbes, qui est entré en vigueur en mai 2011. Une liste des techniques / experts et d'autres réunions, les assistée LBS CAR a aidé à l'organisation et la convocation peut être trouvé dans l'annexe IV.
14. Conformément à la décision III de la 16e IGM et la 13e Conférence des Parties (voir annexe I), un accord du pays hôte officiel a été signé entre le PNUE CEP et le gouvernement de Curaçao pour l'accueil de LBS RAC REMPEITC-Caribe lors de 8e réunion du RAC du Comité directeur ordinaire tenue à Willemstad, Curaçao 19-20 mai 2016. L'accord du pays hôte avec le CAR IMA Trinité-et-Tobago est en cours de révision.
15. Un Bureau sous-régional du PNUE pour les PEID des Caraïbes a été créé en Février 2016, avec des opérations sur la base du PNUE PEC à Kingston, en Jamaïque. Le sous-programme AMEP collaborera avec ce bureau pour permettre une plus grande synergie et la coordination entre le travail du PNUE dans la région des Caraïbes et de la mise en œuvre du plan de travail du PEC à l'appui de la Convention de Carthagène et de ses Protocoles.
16. Gestion des eaux usées a continué d'être un élément clé du sous-programme AMEP avec la mise en œuvre du projet financé par le FEM, "Test d'un Fonds régional Prototype Caraïbes pour la gestion des eaux usées" (CReW FEM) Projet qui prendra fin en Décembre 2016. UNEP CEP a soutenu le projet CReW en présentant quelques-unes des principales réalisations du projet dans les instances régionales et internationales telles que la 8e Conférence biennale du FEM international Water, et la 24e Conférence et exposition annuelle de l'Association eau et eaux usées des Caraïbes. Le site (www.gefcrow.org) a également été remanié au cours de l'exercice biennal.
17. Le sous-programme AMEP a fait des progrès significatifs en vue de réduire le niveau de pollution dans la région des Caraïbes à partir de sources terrestres par le biais du projet CReW FEM. La formation a été fournie à plus de 600 personnes dans la gestion des eaux usées, y compris sur le choix des technologies de traitement des

eaux usées, la gestion de l'eau et des eaux usées, de la gouvernance et de l'assainissement. Ces sessions ont été menées en collaboration avec plusieurs organismes, dont la Banque de développement des Caraïbes (BDC), l'Association des Caraïbes de Water Utilities (CAWASA), la Banque mondiale, la BID, Global Water Partnership Caraïbes, UNITAR, Université de Technologie de la Jamaïque et du Centre de l'eau (Mexique).

18. La poursuite de la ratification du protocole LBS a été promu par le sous-programme AMEP au cours de l'exercice biennal avec le développement de nouveaux produits de sensibilisation qui comprenait des infographies, des présentations techniques / publications et des fiches. Une liste compréhensive mais non exhaustive de ces produits de sensibilisation sont prévues à l'annexe V.
19. Conformément aux décisions VII et VIII de la 16ème IGM et 13e Conférence des Parties, le sous-programme AMEP a travaillé avec le sous-programme et SPAW l'Unité de gestion de projet du Projet de l'écosystème des Caraïbes Grand Marine financé par le FEM (FEM CLME) au cours de l'exercice biennal, pour soutenir le développement du Programme d'action stratégique (SAP) et le Full-Sized document de projet (ProDoc) pour les grands écosystèmes marins des Caraïbes et du Nord du Brésil Shelf projet (CLME+). Plusieurs contributions ont été faites quant à la façon dont le CLME+ projet soutiendraient le Protocole LBS et le développement de l'État de la Convention Rapport Zone. Le Comité directeur Première CLME+ Projet Réunion et atelier de lancement a eu lieu à Cartagena, en Colombie en Janvier 2016 et la deuxième réunion du Groupe de direction du projet a eu lieu Septembre 2016 Miami, Floride. Le sous-programme AMEP soutiendra directement les travaux sur la gestion écosystémique / une approche écosystémique des pêches (EBM / EAF) au sein de la CLME+ région, ainsi que sur la réduction de la pollution, en particulier à partir des nutriments, la restauration de l'habitat et de la gouvernance régionale. Les grandes lignes du projet CLME+ du FEM et sa mise en œuvre conjointe avec la sous-programmes AMEP et SPAW est présenté comme document d'information UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.7.
20. Sur la base des réalisations et des enseignements du projet FEM IWCAM, un suivi proposition du FEM intitulé «Mise en œuvre intégrée des terres, de l'eau et gestion des eaux usées dans les PEID des Caraïbes", (IWEco), a été présenté et approuvé ultérieurement par le FEM en Mars 2015. Le projet a achevé sa phase de lancement. Le Comité directeur du projet Première Réunion et Atelier de lancement a eu lieu à Kingston, en Jamaïque, Septembre 2016.
21. Au cours de l'exercice biennal 2015-2016 les efforts se poursuivent pour accroître la participation de tous les points focaux nationaux et techniques impliqués dans des projets et activités AMEP.

Coût de coordination des programmes et dépenses (en USD)

Projet Période	Source de fonds	budget prévisionnel (2015-2016)	Dépense (2015-2016)
2015-2016	CTF	1,092,000	754,861 ¹

22. Décrites dans le tableau ci-dessous est un résumé des contrats entreprises dans la mise en œuvre du sous-programme AMEP au cours de la période de 2015 à 2016 :

Contrat	Date de signature / Date de début	Date d'expiration	Organisations Contractées / personne	Pays	Coût total (USD)
1.	28-Mai-14	30- Déc-15	World Resources Institute	Etats-Unis	185,245
2.	13- Août -15	31-Déc-15	Partenariat mondial de l'eau des Caraïbes - GWP-C	Trinidad & Tobago	20,000

¹ Programme Coordination cost includes staffing, travel, reporting, communication, equipment, administration. Office support costs including Communications, Equipment, & Administration for the AMEP sub-programme have been estimated up to the end of September 2016

Contrat	Date de signature / Date de début	Date d'expiration	Organisations Contractées / personne	Pays	Coût total (USD)
3.	20-Avr-15	30-Nov-16	Secrétaire de l'énergie Ressources naturelles, Environnement, et des Mines	Honduras	55,000
4.	09-Avr-15	30- Juin-16	Ministerio de Ambiente y Energía	Costa Rica	55,000
5.	07-Mai-15	30-Nov-16	Ministère de la Santé et de l'Environnement	Antigua & Barbuda	65,000
6.	22-Déc 15	30-Juin-16	National de l'environnement et de l'Agence de planification	Jamaïque	48,948
7.	15-mar-14	31-oct-16	Le ministère de l'Environnement et des ressources naturelles	Guatemala	60,000
8.	11-mai-16	31-oct-16	Le ministère de l'Environnement et des ressources naturelles	Panama	55,000
9.	05-oct-16	31-déc-16	L'eau des Caraïbes et de l'Association des eaux usées	Trinidad & Tobago	60,000
10.	24- aout -15	12-fev-16	Pierluigi Rauco	Rome	9,000
11.	14-mar-16	30-avr-16	Peter Whalley	Royaume-Uni	10,500
12.	28-mar-16	31-aout-16	Elizabeth Emanuel	Jamaïque	24,000
13.	29-avr-16	29-juil-16	Diego Bourdelle-Cazals	Suisse	11,700
14.	22-fev-16	30-sep-16	Ashish Dashottar	Etats-Unis	23,000
15.	1- aout -16	31-mar-17	Sherry Heileman	Trinidad & Tobago	60,000
16.	1- aout -16	30-nov-16	David Simmons	Trinidad & Tobago	32,000
17.	1-déc-16	30-juin-17	Carol Marie-Louise Felix	St. Luciano	45,000

Statut du Protocole relatif à la pollution provenant de sources et activités terrestres (Protocole LBS)

23. Depuis la dernière période considérée, la Jamaïque est devenue le douzième pays à ratifier le Protocole LBS.

Partie contractantes	Date de Signature	Date of Ratification	Entrée en vigueur
Antigua & Barbuda		13 juillet 2010	13 août 2010
Bahamas		24 juin 2010	13 août 2010
Bélize		4 février 2008	13 août 2010
République de Colombie	2 octobre 2000		
République de Colombie	6 octobre 1999		
République Dominicaine	3 août 2000	6 septembre 2012	5 octobre 2012
France	6 octobre 1999	4 mai 2007	13 août 2010

Partie contractantes	Date de Signature	Date of Ratification	Entrée en vigueur
Grenade		5 Mars 2012	4 Avril 2012
Guyane		14 Juillet 2010	13 Août 2010
Jamaïque		5 novembre 2015	4 décembre 2015
Royaume uni des pays bas	6 octobre 1999		
Panama		9 juillet 2003	13 aout 2010
Saint Lucie		30 janvier 2008	13 aout 2010
Trinidad & Tobago		28 mars 2003	13 aout 2010
Etats-Unis d'Amérique	6 octobre 1999	13 février 2009	13 aout 2010

24. Le PNUE CEP a continué à travailler avec LBS points focaux pour promouvoir et faciliter la ratification du Protocole LBS dans la région des Caraïbes.

Résumé des projets et activités

25. Voici un résumé de l'arrière-plan, les objectifs, les résultats attendus / résultats, les pays bénéficiaires, les dépenses et le statut de tous les projets et les activités mises en œuvre dans le cadre du sous-programme AMEP pour la période de 2015 à 2016. Les dépenses sont en hausse au 31 décembre 2016 et sont exprimés en dollars américains (USD).

A. Projets du FEM

(i) Test d'un Fonds régional Prototype Caraïbes pour la gestion des eaux usées (CRew FEM)

Contexte

26. Agents d'exécution 30. FEM CREW, le PNUE et la BID, a demandé et reçu l'aide du FEM au nom des pays de la région des Caraïbes pour améliorer la capacité de gestion des eaux usées à travers le développement d'un Fonds régional Prototype comme une modalité possible pour fournir un financement durable pour les projets de gestion des eaux usées dans la région tout en tenant compte des contraintes de capacité clés au sein des cadres politiques et juridiques pour la gestion des eaux usées. Il a été convenu par les pays et les agences d'exécution que le PNUE CEP serait l'agence d'exécution régionale pour le projet.

27. Le projet CRew abordé les obstacles rencontrés par les pays WCR pour répondre à leurs obligations en vertu du Protocole LBS. Le chef parmi ces obstacles, comme indiqué dans le PNUE GPA Rapport 2006, sont les contraintes financières importantes qui existent et le manque de financement adéquat et abordable pour les investissements dans la gestion des eaux usées dans la région des Caraïbes. D'autres obstacles incluent les politiques nationales inadéquates, des lois et règlements; l'application limitée des lois et règlements en vigueur; une mauvaise communication et de collaboration entre les différents secteurs et organismes qui contribuent à une approche fragmentée de la gestion des eaux usées; connaissance limitée, la connaissance et la compréhension des technologies appropriées, alternatives et de traitement des eaux usées à faible coût; et limité la capacité technique dans l'élaboration des propositions de projets, l'exploitation et l'entretien des systèmes de traitement, et le suivi et l'analyse des rejets et impacts des eaux usées.

28. La date de début du projet était Juin 2011 et la date d'achèvement prévue pour les activités du PNUE PEC en août 2017, la clôture du projet formel prévu par Juin 2017.
29. Les éléments suivants sont des pays bénéficiaires du projet: Antigua-et-Barbuda, Barbade, Belize, Costa Rica, Guatemala, Guyane, Honduras, Jamaïque, Panama, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, le Suriname et Trinité-et-Tobago. Le projet CReW dispose de quatre pays pilotes - Jamaïque, Belize, Guyana et Trinité-et-Tobago
30. L'ensemble du projet comprend cinq composantes: l'investissement et les financements innovants pour la gestion des eaux usées (BID); Les réformes pour la gestion des eaux usées (PNUE); Communications, sensibilisation et d'échange d'informations (PNUE); Suivi et évaluation (BID / PNUE) et de gestion de projet (BID / PNUE).

Objectif(s)

31. Les objectifs du projet sont: (1) d'établir des mécanismes de financement innovants pour rentable et le financement durable de la gestion des eaux usées dans la région des Caraïbes; (2) afin de faciliter les discussions politiques et renforcer les cadres législatifs; et (3) pour faciliter le dialogue régional et l'échange de connaissances entre les parties prenantes clés dans la RGA.

Résultats attendus

32. Les résultats attendus de ce projet sont:
- Amélioration de l'accès au financement pour la gestion des eaux usées;
 - La réussite du développement de projets pilotes;
 - L'amélioration de la capacité technique pour la mise en œuvre du projet;
 - Réduction de la pollution d'origine tellurique dans les eaux terrestres et côtières des eaux usées non traitées dans des projets pilotes emplacements;
 - La sensibilisation des parties prenantes Amélioration des solutions de gestion des eaux usées acceptables, durables et rentables;
 - Augmentation de l'intérêt et la demande pour les pilotes Mécanismes de financement dans le WCR; et
 - Amélioration des connaissances, la diffusion de l'information et l'utilisation des méthodes et des pratiques participatives par les organismes gouvernementaux, le secteur privé et la société civile sur la gestion des eaux usées dans la région des Caraïbes.

Coût du projet et des dépenses (en USD)

Période de projet	Coût total du projet	Source de fonds	Budget total PNUE	Budget projetée Pour le projet (2015-16)	Réel Budget (2015-16)	Dépense (2015-16)
2011-2016	20,000,000 ²	FEM	3,355,000	993,314.90	993,314.90	963,190.27 ³

Pays bénéficiaires

² Ne comprend pas la phase de préparation du projet, indique que le financement du FEM uniquement

³ Les dépenses du PNUE jusqu'au 30 Septembre 2016

Valeur totale des composants du PNUE Exécuté: USD 3.335.000

Régional: Antigua-et-Barbuda, Barbade, Belize, Costa Rica, Guatemala, Guyane, Honduras, Jamaïque, Panama, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, le Suriname et Trinité-et-Tobago.

Répartition complet du projet

Budget par composante - Sommaire - PROJET COMPLET: Test d'un Fonds régional Prototype Caraïbes pour la gestion des eaux usées (CReW)			
Budget du projet			
Composantes du projet / Sous-projets / activités	FEM Financement USD: 20 millions \$	Co-financement USD: 253 millions \$	Total USD Coût du projet: 273 millions \$
Composante 1: Investissements et financements innovants pour la gestion des eaux usées (BID)	15,073,000	244,392,000	259,465,000
Sous-projet I.1: Investissements et financements innovants pour la gestion des eaux usées (4 pilotes)	13,000,000	242,042,000	255,042,000
Sous-projet I.2: Appui au développement du projet	1,000,000	2,350,000	3,350,000
I.3 Sous-projet: Renforcement des capacités des eaux usées pilotes	1,073,000	0	1,073,000
Composante II: Réformes pour la gestion des eaux usées (PNUE)	2,500,000	2,999,996	5,499,996
Sous-projet IGL.1: Renforcement des capacités - Politique et renforcement institutionnel	1,540,000	894,736	2,434,736
IGL.2 Sous-projet: RENFORCEMENT des Capacités - Réforme législative	660,000	526,315	1,186,315
IGL.3 Sous-projet: Renforcement des capacités - Sensibilisation	300,000	1,578,945	1,878,945
Composante III: Communication, sensibilisation et d'échange d'informations (PNUE)	710,000	500,000	1,210,000
III.1 Sous-projet: partage de l'information et de diffusion	360,000	75,000	435,000
Sous-projet III.2: Système intégré d'information	350,000	300,000	650,000
Composante IV: Suivi et évaluation (UNEP / BID) (UNEP - 90.000)	760,000	1,104,000	1,864,000
Sous-projet IV.1: Suivi et évaluation	590,000	0	590,000
Sous-projet IV.2: Audits financier et opérationnel	170,000	0	170,000
Composante V: Gestion de projet (UNEP / BID) (UNEP 35000)	957,000	3,891,000	4,848,000
V.1 Sous-projet: Coordination du projet	510,000	0	510,000
V.2 Sous-projet: Comité directeur	197,000	0	197,000
V.2-projet sous: Assistant administratif	250,000	0	250,000
Coût total du projet (de \$)	20,000,000	252,886,996	272,886,996

Statut

33. Au cours de l'exercice biennal, des modèles et des outils pour la politique des eaux usées ont été élaborés pour aider les gestionnaires des eaux usées, les technocrates principaux et agents des politiques supérieurs à élaborer et à mettre en œuvre des politiques d'assainissement, améliorant ainsi la gestion globale du secteur. Les boîtes à outils serviront de guide de référence pratique pour stimuler le changement dans la façon dont les politiques de gestion des eaux usées sont élaborées et révisées à l'avenir.
34. Renforcement des capacités nationales à l'appui des politiques, institutionnelles et les réformes juridiques pour la gestion des eaux usées par le biais de petites ententes de financement à l'échelle (SSFAs) a eu lieu dans tous les pays participants. SSFAs ont été développés spécifiquement entre le PNUE PEC et les gouvernements d'Antigua-et-Barbuda, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, la Jamaïque et le Panama respectivement au cours de l'exercice biennal. Le Secrétariat fait face à des défis dans le décaissement des fonds aux partenaires suite à la mise en œuvre de la nouvelle plate-forme administrative / comptable (UMOJA) qui a entraîné des retards de paiement. Des extensions de contrat ont donc été effectuées pour permettre la mise en œuvre du projet.
35. L'une des principales activités de renforcement des capacités menées en 2015 comprenait un atelier de l'assainissement et de la gouvernance tenue à Antigua-et-Barbuda 23-27 Février 2015. UNEP CEP, à travers le projet CReW FEM, en partenariat avec la Banque de développement des Caraïbes (BDC) et l'eau des Caraïbes et Association des égouts (CAWASA) d'organiser cet atelier qui a rendu la formation de la réforme des services d'eau pour les services publics de l'eau et a été achevée avec succès par trente-huit professionnels des compagnies d'eau et d'assainissement et les ministères de la santé. L'atelier a également construit des capacités dans des domaines tels que le genre; le changement climatique, l'utilisation des eaux usées comme une ressource, et le suivi et l'évaluation. Il était suivi de huit semaines de cours en ligne dans la gouvernance et l'assainissement en milieu urbain qui a été géré par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), également avec le soutien du PNUE CEP par le projet.
36. Autres activités de renforcement des capacités: ▪ régional de formation en matière de suivi et d'évaluation des eaux usées domestiques, menée par LBS RAC CIMAB à La Havane, Cuba 13-17 Avril 2015; ▪ Évaluation des ressources Atelier régional tenu à Miami 23-24 Août 2015; ▪ Conférence sur la santé environnementale CARPHA tenue à Sainte-Lucie 18-20 Novembre 2015; ▪ et un atelier national de gestion des eaux usées à Kingston, Jamaïque 23-24 Novembre 2015. Toutes ces activités nationales et régionales de renforcement des capacités ont été utilisées pour promouvoir l'importance de la ratification et la mise en œuvre du Protocole LBS et en particulier pour aider les pays à répondre à leurs obligations en vertu de l'annexe III du Protocole sur les eaux usées domestiques.
37. Dans le cadre du projet, le PNUE CEP en partenariat avec le World Resources Institute (WRI) pour mener des études d'évaluation des ressources pilote sur trois sites dans deux pays participants - Panama et Trinité-et-Tobago. Travailler avec les organismes locaux, les études menées par l'IRG ont examiné les compromis entre les écosystèmes et la santé humaine et les coûts d'investissement dans l'amélioration de la gestion des eaux usées domestiques. L'objectif général des études d'évaluation était d'améliorer la compréhension régionale des liens entre le traitement des eaux usées et la santé humaine et de l'écosystème et de renforcer la capacité dans le WCR pour effectuer des évaluations de ressources économiques liés aux investissements de gestion des eaux usées, et d'utiliser les résultats pour développer une approche générale des ressources économiques d'évaluation qui pourrait être appliquée dans tous les pays des Caraïbes. Les expériences du développement et de l'application de cette méthode d'évaluation des ressources pour une utilisation dans la planification de la gestion des eaux usées ont été partagées avec les pays participants du FEM CREW à l'évaluation des ressources Atelier régional mentionné dans l'article 39
38. UNEP CEP convoquée et / ou participé à plusieurs autres réunions au cours de l'exercice biennal où le travail du Projet CReW FEM, la Convention de Cartagena et en particulier le Protocole LBS et gestion des eaux usées ont

été présentés. Ceux-ci comprennent: ▪ l'atelier sur la stratégie du FEM CReW répliqué à Kingston, Jamaïque, du 4 au 8 mai 2015, où l'entrée a été recueillie pour le développement du nouveau formulaire d'identification de projet (PIF) pour un Fonds pour l'environnement mondial (FEM) Projet de suivi - CReW + ; ▪ la quatrième (et dernière) réunion du Comité de pilotage du projet à Antigua, Guatemala 7-9 Juillet 2015, où une mise à jour sur les progrès de toutes les composantes du projet a été fournie; ▪ Atelier Stratégie de développement des eaux usées et des récifs de TNC à Miami 23-25 mars 2015; ▪ Caribbean Water and Wastewater Association de l'exposition 24 (de ACEPU) et conférence à Miami, États-Unis; ▪ e la politique régionale et de l'atelier d'application à Trinité-et-Tobago du 15-19 Février 2016 ; et la Troisième réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC) au Protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres (LBS) dans la région des Caraïbes. Plusieurs présentations relatives à la gestion des eaux usées, le Protocole LBS et le projet de CReW du FEM ont été faites lors de ces événements.

39. Dans le cadre du projet CReW, le PNUE CEP a renforcé son partenariat avec de nombreux organismes régionaux et internationaux et a fourni des données techniques sur les questions de pollution actuelles et émergentes, y compris: ▪ Premier Waste-to-Energy Expo et conférence à Grenade 20-23 Janvier 2016. ▪ la Première Réunion du Comité directeur et atelier de lancement du projet PNUD / FEM CLME + à Cartagena Britannique 26-28 Janvier 2016. ▪ Plate-forme des Caraïbes pour la réunion de gestion des nutriments à la Trinité-et-Tobago 23-25 Février 2016. ▪ et le Fonds pour l'environnement mondial Huitième Conférence biennale des eaux internationales (de IWC8) au Sri Lanka de 9 à 13 mai 2016.
40. Plusieurs nouvelles publications ont été élaborées au cours de l'exercice biennal et plusieurs éléments créés pour soutenir une plus grande sensibilisation du public sur les questions d'assainissement connexes et de renforcer les partenariats avec les médias. Ceux-ci comprennent: ▪ six bulletins trimestriels; ▪ quatre nouvelles séries d'affiches (Changer pour une meilleure); ▪ libère quatre des médias; ▪ et trois feuilles d'information. Quatre documentaires vidéo ont été libérés au cours de la période (▪ Eau Usées Attention: Danger pour la santé; ▪ Politique des eaux usées. Une priorité des Caraïbes; ▪ Le pilote Bélize; ▪ et la valeur d'action (évaluation des ressources) Trois autres vidéos ont été mis au point, avec deux prévus pour libération par Décembre 2016 (les leçons de la Jamaïque pilote et l'équipage apprises et des eaux usées en tant que ressource), et le troisième (le Guyana Pilot) en attente de prévoir les changements dans le pays participant, Guyane.
41. Tous les documents d'information produits ont été publiés sur le site Web remanié qui a été achevée en Février 2015. La plate-forme Joomla du site redessiné facilite la diffusion de l'information plus facile et plus rapide pour les parties prenantes et est liée à la page Facebook du projet qui a attiré une croissance régulière d'adeptes.
42. Une communauté de pratique (CoP) a été créé en Décembre 2015, avec l'entrée du PNUE CEP, pour servir de forum de projet clé et mécanisme de partage des connaissances et des bonnes pratiques et leçons tirées de capture toutes les composantes du projet. Une leçon apprise en ce qui concerne l'établissement d'un CoP est qu'une telle initiative devrait être entreprise à une phase antérieure dans un projet. L'information devrait émaner de la CoP contribuera à faire sur la gestion des eaux usées et des projets connexes à l'avenir aide à la décision. Un lien pour la CoP est actuellement sur le site Web du CReW FEM (www.gefcrew.org) qui se connecte à un espace membre sur le site Web de la BID que cet aspect du projet a été géré par la BID.
43. Un groupe consultatif technique de points focaux nationaux a été créé pour soutenir le développement d'un plan de mise en œuvre d'un suivi, d'évaluation et de reporting pour la gestion des eaux usées, y compris la conception d'une base de données de S & E gestion des eaux usées. UNEP CEP utilisé l'entrée de ce groupe à l'élaboration de deux documents: Partenariats pour la gestion des eaux usées dans la région des Caraïbes et Analyse de la situation sur les plates-formes de gestion des eaux usées pour la région des Caraïbes. Ces efforts constitueront la base pour le développement d'un centre d'échange (CHM) sur les eaux usées pour servir de plate-forme de base de données pour le WCR. Le site existant du projet CReW du FEM est en cours d'intégration dans le site Web du CEP actuel du PNUE (www.cep.unep.org) et fonctionnera comme une première CHM pour la gestion des

eaux usées dans la région. Ce sera encore développé dans le cadre de futurs projets et initiatives de gestion des eaux usées, y compris CReW +, sous réserve de l'approbation de la proposition de projet par le FEM.

44. Dans le cadre des activités d'achèvement de projet, un document de synthèse, tracer une nouvelle voie pour la gestion des eaux usées dans la région des Caraïbes: Journey FEM CReW, a été achevée en mai 2016. Le document saisit les défis, les expériences et les leçons apprises et peuvent être trouvés dans le section Publications du site Web de CReW FEM (de www.gefcrew.org/index.php/publications).
45. PNUE CEP a fourni des contributions dans des rapports d'exécution des projets annuels (PIR) pour les périodes 1 Juillet 2014-30 juin 2015 et 1 Juillet 2015-30 Juin 2016. Les deux rapports ont été soumis au FEM par l'agence d'exécution, la BID. Le plus récent PIR est disponible en tant que document d'information UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.18 Rev.1.
46. PNUE CEP a fourni un appui pour la conduite d'une évaluation externe du projet. Un rapport d'évaluation terminal est fourni en tant que document d'information pour la réunion - UNEP(DEPI)/CAR IG.38/INF.4.

(ii) Mise en œuvre intégrée des terres, l'eau et la gestion des écosystèmes dans les PEID des Caraïbes (FEM IWEco)

Contexte

47. Caribbean Small Island Developing States (SIDS) sont confrontés à de multiples menaces, y compris la dégradation des ressources en terres et en eau, l'épuisement des ressources biologiques et des écosystèmes compromis le fonctionnement en raison des pressions de développement intensifs sur des environnements très fragiles.
48. Étant donné la rareté spatiale et temporelle des ressources en eau dans de nombreux pays des Caraïbes, en termes de fiabilité de l'approvisionnement, plusieurs communautés souffrent de la disponibilité insuffisante de l'eau potable et sont confrontés à des problèmes de santé associés à cause de l'eau potable insalubre, le manque d'accès au développement durable services d'assainissement et de traitement pauvres des eaux usées.
49. Accroître les pressions de développement ont vu une augmentation spectaculaire de la production de sources de pollution marine terrestres à partir d'un large éventail de sources ponctuelles et non ponctuelles. La conversion des terres, de la forêt à la couverture des terres non forestières, et les pratiques de gestion des terres non durables est le principal élément déclencheur de l'érosion accélérée. Le projet World Resources Institute (WRI), "Reefs at Risk», a noté que la charge de sédiments présente un risque très important pour la santé et la productivité des récifs dans toute la région des Caraïbes. Les conversions des forêts et des écosystèmes côtiers / aquatiques ont déclenché la perte de la richesse des espèces et de la diversité dans tous les pays des Caraïbes.
50. Le changement climatique est un facteur important qui peut accélérer le rythme de la dégradation des écosystèmes sensibles dans les PEID des Caraïbes. Sous des températures de surface de la mer a augmenté (TSM), la fréquence des ouragans de forte intensité et des précipitations est un résultat probable qui aggravera la dégradation des sols et la dégradation des écosystèmes, et accélérer la détérioration des écosystèmes marins à travers la mobilisation des polluants et les sédiments. Les efforts visant à réduire les impacts négatifs sur l'environnement, protéger les bassins versants et la conservation de la biodiversité en danger, tout en soutenant les moyens de subsistance traditionnels ont été frustrés par la politique faible, la réglementation et les environnements institutionnels. Ressources humaines et financières disponibles au sein des organismes responsables de l'Etat reste limitée et aggravée par des incitations économiques limitées qui soutiendront l'engagement du secteur privé à investir dans les processus écologiques de production plus propres.

51. Le concept de "Ridge Reef" la gestion ou le bassin versant de l'intégration et de la gestion des zones côtières (IWCAM) approche des ressources naturelles dans les petites îles fournit un fondement pour faire face aux multiples défis de l'eau durable, la terre (y compris les forêts) et la gestion de la biodiversité et la conservation, et la réduction de la pollution, la prévention et le contrôle.
52. PNUE CEP a développé avec succès et a reçu un financement du Secrétariat du FEM pour un nouveau projet au nom des Etats en développement des Caraïbes petits États insulaires qui ont participé au projet FEM-IWCAM. Ce nouveau projet, intitulé Mise en œuvre intégrée des terres, l'eau et la gestion des écosystèmes dans les PEID des Caraïbes (FEM IWEco), a été approuvé en Avril 2015 et pour une durée de cinq ans 2015-2020. Le PNUE et le PNUD seront des partenaires co-mise en œuvre du projet, avec le PNUE étant l'agence d'exécution. PNUE CEP sera l'agence de co-exécution de plomb avec CARPHA que l'autre agence d'exécution.
53. Le projet du FEM IWEco contribuera à améliorer la gestion et la protection des ressources terrestres, côtières et marines de la mer des Caraïbes dans le cadre de la Convention de Carthagène et les Protocoles LBS et SPAW. Il favorisera l'intégration des principes de la GIRE et de gestion des écosystèmes avancés dans le cadre du projet FEM-IWCAM dans les cadres nationaux de développement. Le projet permettra également de mettre en œuvre des solutions innovantes pour réduire la pollution et l'amélioration des ressources en eau douce et côtières, en tenant compte des défis supplémentaires imposées par le changement climatique et la variabilité du climat.

Objectif(s)

54. Pour réaliser la mise en œuvre d'une approche intégrée de l'eau, la gestion des services fonciers et des écosystèmes, soutenue par la politique, institutionnel et les réformes législatives et la mise en œuvre des technologies appropriées et efficaces pour accélérer la contribution aux objectifs globaux sur l'accès à l'approvisionnement en eau sûres et fiables et l'amélioration de l'assainissement, et de contribuer à l'amélioration du fonctionnement des écosystèmes dans les Caraïbes.

Résultats attendus

55. Les résultats attendus du projet sont::

- Résultat C1.1 Vérifiable, fondée sur des preuves réduction du stress au niveau des sites du projet à travers l'eau, la terre et la gestion des écosystèmes des interventions durables appropriées qui tiennent compte des changements climatiques;
- Résultat C1.2 Amélioration des moyens de subsistance et les co-avantages socio-économiques pour les communautés ciblées pour améliorer le fonctionnement des services écosystémiques;
- Résultat C2.1 Renforcement des systèmes nationaux et régionaux de surveillance de l'état de l'environnement en ce qui concerne les accords internationaux clés;
- Résultat C3.1 Renforcée la politique et de la législation pour la gestion efficace de l'eau, des terres et des écosystèmes qui est causé par le changement climatique;
- Résultat C3.2 Renforcée la capacité des institutions nationales et régionales et les autres parties prenantes pour l'eau, la gestion des terres et des écosystèmes qui est causé par le changement climatique
- Résultat C4.1. Amélioration de l'engagement et de l'information d'accès pour les praticiens et les autres parties prenantes par le biais de réseaux de partage des connaissances ciblées.

Pays bénéficiaires

Antigua-et-Barbuda, la Barbade, les Bahamas (en cours d'examen par le FEM), Cuba, République Dominicaine, la

Grenade, la Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Trinité-et-Tobago.

Coût du projet et des dépenses (en USD)

Période du projet	Coût total du projet	Source de fonds	budget prévisionnel (2015-16)	projet actuel Budget (2015-16)	Dépense ⁴ (2015-16)
2015-20	19,222,571	FEM	5,035,329	2,000,000	227,481.43

Statut

56. PNUE PEC a reçu une subvention pour la préparation de projet du Secrétariat du FEM en 2013 pour commencer l'élaboration de la proposition de projet de taille complète pour le FEM IWeco avec l'aide de l'Agence de la santé publique dans les Caraïbes (CARPHA). La proposition pleine grandeur projet a été soumise au Secrétariat du FEM en Juin 2014 et l'approbation du projet a été reçue en Avril 2015. Le document de projet est fourni par le document d'information UNEP (DEPI) / CAR WG.37 / INF.9.
57. Points focaux nationaux et coordinateurs nationaux ont été identifiés pour le développement de propositions de projets nationaux dans huit pays participants (Antigua & Barbuda, Cuba, République dominicaine, Jamaïque, St Kitts & Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et Trinidad-et-Tobago) pour permettre à chacun d'entreprendre des recherches préliminaires, préparer l'arrière-plan, l'analyse de la situation et le cadre logique chiffré qui a fourni la justification et constitue la base des interventions de projets nationaux. PNUE CEP travaille avec ces pays pour mettre à jour leurs documents de projet, le cas échéant, y compris la préparation des plans de travail révisés, les budgets et les échéanciers ainsi que de fournir une justification sur les changements apportés à leur présentation initiale du projet.
58. UNEP CEP complété avec succès le développement et la présentation d'un projet de taille moyenne (MSP) pour les Bahamas qui avaient exprimé le désir de participer au projet après la PIF pour le projet FEM IWeco a été soumis. Sous réserve de l'approbation du Secrétariat du FEM, le MSP sera mis en œuvre dans le cadre du projet IWeco.
59. Pour les interventions nationales, les pays ont engagés une partie de leur allocation nationale STAR. La STAR (acronyme pour le système de l'allocation transparente des ressources, la modalité de financement du FEM dans le cadre du 5e reconstitution) allocation des ressources sont du FEM attribué aux pays en trois domaines d'intervention; Les changements climatiques, la biodiversité et la dégradation des terres. Cuba, la République Dominicaine et la Jamaïque ont commis leurs ressources vers le projet IWeco sous leur domaine de la biodiversité, tout en Antigua-et-Barbuda, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et Trinidad-et-Tobago ressources engagées de leur focale de la dégradation des terres Région. Les Bahamas ont également engagé une partie de son allocation du FEM-STAR dans le cadre de son portefeuille de ressources de la biodiversité.
60. Des retards dans le démarrage du projet IWeco sont d'abord dû à des retards dans le processus d'approbation par le FEM. Cela a ensuite été aggravée par un passage au PNUE d'une nouvelle système de gestion administrative et projet - UMOJA qui a touché un grand nombre de processus et de projets internes du PNUE PEC.

⁴ Les dépenses jusqu'au 30 Septembre 2016

61. L'élan a ramassé pour le projet, à commencer par plusieurs pré-réunion et des annonces de réunion ainsi que des communiqués de presse. Une série de réunions de projet ont été également accueilli par les partenaires du projet du PNUD, CARPHA et le Programme de petites subventions du FEM à Kingston, Jamaïque 19-22 Septembre 2016: Réunion de la mise en œuvre et les agences d'exécution; Atelier de lancement; et la réunion du Comité de pilotage du projet. Une page Web dédié au projet est en développement et devrait être achevée au cours de l'exercice biennal en cours.
62. Les termes de référence pour les cinq positions de projet ont été achevés et sont en train d'être annoncé. Le recrutement du personnel devrait être achevé d'ici le premier trimestre de 2017 pour un Coordonnateur régional du projet, spécialiste technique, spécialiste des communications, responsable des finances et adjoint de l'équipe. L'Unité de coordination du projet régional sera basée dans les bureaux du PNUE CEP. Un gestionnaire de projet par intérim, M. David Simmons, a déjà été recruté par le PNUE CEP pour aider à l'élaboration d'accords de coopération (APC) Projet avec notre principal partenaire co-exécution CARPHA et avec les pays participants.
63. Alors que le projet a été officiellement lancé en Septembre 2016, la période Août au 31 Décembre, 2016 sera considérée comme la phase de lancement. La date de début officielle pour les rapports des pays participants est le 1er Janvier 2017 lorsque tous les APC entre les pays participants et le PNUE devrait être achevée et le premier décaissement de fonds a fait.

Autre projet du FEM

64. Au cours de l'exercice biennal, le PNUE PEC a également travaillé sur le développement d'un nouveau projet du FEM intitulé «Réduire les déchets marins dans la mer des Caraïbes à travers la gestion durable des matières plastiques dans la région des Caraïbes». L'objectif général du projet proposé sera de réduire la pollution des déchets marins dans la région des Caraïbes. Ceci est une question émergente critique compte tenu de la production croissante de plastique; la capacité des déchets plastiques à accumuler dans les habitats loin de son point d'origine, et la lenteur de la dégradation. Un PIF a été rédigé et sera encore développé pour soumission au Secrétariat du FEM pour examen. Le projet est présenté comme document d'information UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.18. Dans le cas où le projet est jugé admissible au financement du FEM, le financement provenant d'autres sources potentielles de financement sera recherché

B. Suivi et évaluation

(iii) Rapport sur l'état zone de la Convention dans la région des Caraïbes (WCR)

Contexte

65. En 1994, le PEC a conclu le premier aperçu régional des sources terrestres de pollution dans la région des Caraïbes (Rapport technique du PEC No. 33). En tant que tel, les données d'ensemble était âgé de plus de quinze ans et avait une valeur limitée aux gouvernements du PEC en tant que source d'information actuelle. Une deuxième liste a été nécessaire pour confirmer ou reconfirmer polluants sources prioritaires dans la région des Caraïbes. Cette deuxième liste a été achevée en 2011 résultant dans le rapport technique n ° 52. La mise à jour du rapport technique du PEC No. 33 a été réalisée au cours de la période 2005-2010 en deux phases. La première phase a consisté à l'organisation de deux ateliers à Caracas et La Havane en 2005 et 2006, respectivement, portant sur les méthodes de calcul des charges domestiques et industrielles de polluants provenant de sources terrestres dans WCR. La deuxième phase comportait l'évaluation et l'analyse des rapports techniques nationaux présentés par la Barbade, Belize, Colombie, Costa Rica, Cuba, Guyane française, Guadeloupe, Martinique, Guatemala, Jamaïque, Nicaragua, Panama, République dominicaine, Trinidad-et-Tobago et le Venezuela outre d'autres informations disponibles jusqu'en 2009, afin de fournir des mises à jour

sur les charges polluantes déversées dans le WCR. Ce rapport fournit une mise à jour des charges de polluants domestiques et industriels rejetés dans l'expansion de la couverture de l'assainissement WCR et de traitement, ainsi que la charge polluante des bassins versants des entrées selon les informations disponibles dans les pays de RCG. Il présente également les changements projetés des charges polluantes pour les années 2015 et 2020, dans l'accomplissement des objectifs du Millénaire pour le développement de l'ONU. Au cours de l'exercice biennal précédent d'autres rapports de projets impliquant le suivi et l'évaluation, y compris Know Why Network et Baseline Analyse des eaux usées domestiques ont été produites.

66. En 2011, le Secrétariat a créé un groupe de travail intérimaire conformément à la décision XI de la 14e IGM de poursuivre les travaux liés au suivi et à l'évaluation environnementale. Le groupe a utilisé le nouveau Rapport technique du PEC # 52 (Mise à jour Rapport technique n ° 33) et d'autres études pertinentes comme base de référence pour l'identification de nouvelles activités visant à améliorer l'information des effluents et de l'évaluation des conditions de qualité de l'eau dans toute la zone de la Convention. Sur la base des candidatures de pays, le groupe de travail composé de représentants de la Jamaïque (président), Les Bahamas, la Colombie, le Mexique, la Barbade, États-Unis, Trinidad-et-Tobago et de la France avec l'appui technique des LBS CAR - IMA et CIMAB. Sur la base des discussions du Groupe de travail intérimaire, il a été décidé que le Groupe travaillera sur l'élaboration d'un plan pour l'État de la Convention Rapport Zone (SOCAR) requis en vertu du Protocole LBS.
67. Recommandations ultérieures de 2014 STAC Réunions du Protocole LBS et décisions de la Conférence des Parties à la Convention de Carthagène et le Protocole LBS fourni des orientations supplémentaires pour le Groupe de travail dont le mandat a été prorogé en 2014 sous la présidence du gouvernement des États-Unis , pour superviser le processus de développement SOCAR continué.

Objectif

68. Cette activité se traduira par le développement du premier Rapport sur l'état zone de la Convention pour la région des Caraïbes.

Résultats attendus

69. Les résultats attendus pour cette activité comprennent:
- Développement d'un plan révisé pour SOCAR;
 - L'identification et la mobilisation de fonds pour soutenir le développement de la SOCAR;
 - Mise en place de la méthodologie, les indicateurs convenus et les approches de collecte de données; et
 - Convocation d'un atelier régional d'experts

Pays bénéficiaires

Costa Rica et Jamaïque

Coût de l'activité et des dépenses (en USD)

Période d'activité	Source des fonds	budget prévisionnel (2015-16)	Budget Réel (2015-16)	Dépenses (2015-16)
2015-2016	FEM COME & FEM IWeco	200,000	90,000	83,144.27

Statut

70. Le groupe de travail (GT) sur la surveillance de l'environnement et de l'évaluation ont continué à travailler pendant 2015 à 2016 vers le développement du premier Rapport sur l'état zone de la Convention (SOCAR) pour le WCR. Le mandat du groupe de travail a été étendu à servir d'organe consultatif technique au Secrétariat tout au long du développement de la SOCAR, conformément à la décision IV de la 2e LBS COP et de la décision VI du 16ème IGM.
71. Conformément à la recommandation II du 2e LBS STAC, le rapport esquisse a été examiné, mis à jour et est maintenant terminée. Le plan révisé est basé sur l'approche DSPIR qui a été proposé et accepté lors d'un atelier régional d'experts convoqués par le Secrétariat à Kingston, Jamaïque, 15-17 Août 2016. Un projet de rapport du groupe de travail est fourni le document d'information, le UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.6 Rev.1, tout est prévu que le premier projet de SOCAR pour être achevé en Mars 2017 pour la soumission à la LBS 3ème COP.
72. Au cours de l'atelier SOCAR en Août 2016, les défis et les opportunités pour soutenir les flux de données et d'information ont été identifiés et un sous-groupe de données du groupe de travail a été créé. Afin de renforcer les mécanismes nécessaires pour soutenir la collecte, l'analyse et l'utilisation des données environnementales aux niveaux régional et national, des synergies ont été établis avec les projets PNUD / FEM CLME+ et du FEM IWeco qui soutiendront laboratoire le renforcement, le renforcement des capacités pour le développement et l'utilisation d'indicateurs et de données et la gestion de l'information. À ce jour, le laboratoire a besoin d'évaluations effectuées dans le cadre des IWCAM et du FEM REPCar projets et aussi par le PNUE CEP FEM, sera utilisé comme base pour l'identification des besoins de renforcement des capacités et de formation à venir. Les points focaux nationaux ont manifesté un intérêt à renforcer davantage les capacités de laboratoire pour le suivi et l'évaluation nationale en exprimant le désir de participer à des projets à venir tels que le FEM CREW +.
73. PNUE CEP a utilisé plusieurs opportunités régionales pour promouvoir le développement de la SOCAR et d'identifier les possibilités de collaboration avec d'autres initiatives régionales et mondiales. Le site Web du PNUE CEP, dispose actuellement d'une base de données consultable sur les capacités de laboratoire pour les pays de la région qui a été mis à jour au cours de l'exercice biennal
74. Une consultante, Mme Sherry Heileman, a été sélectionné dans le premier trimestre de 2016 pour aider à la poursuite du développement de la SOCAR et a commencé à travailler en Juillet 2016.

C. La gestion des déchets

(iv) La mise en œuvre du Plan d'action régional sur les déchets marins (RAP MaLi)

Contexte

75. L'augmentation de la pollution par les déchets marins dans la région des Caraïbes est une menace pour l'environnement et la santé dans la région en raison de son impact néfaste sur les communautés côtières, secteurs du tourisme et de la pêche.
76. Les déchets marins est une activité prioritaire pour le PNUE CEP, le PNUE GPA et les programmes pour les mers régionales en général. Bureau de coordination des mers régionales du PNUE et le Programme d'action mondial (GPA) se sont lancés dans le développement d'une "Initiative mondiale sur les déchets marins» pour la mise en place et le développement des activités régionales pilotes dans les régions qui sont les plus touchés. Cette initiative fournit une plate-forme mondiale pour la mise en place de partenariats, la coopération et la coordination des activités de contrôle et de gestion durable des déchets marins.

77. Au cours de l'exercice biennal, le PNUE a continué CEP au financement de la source et une assistance technique pour aider à la mise à jour et de mise en œuvre du "RAPMaLi". En sa qualité de co-hôte du Noeud des Caraïbes pour les déchets marins, qu'il partage avec l'Institut du Golfe et des pêches des Caraïbes (GCFI), le CEP engagé dans plusieurs activités visant à réduire la dégradation de la mer des Caraïbes causée par les déchets marins pendant la période à l'étude.

Objectif(s)

78. L'objectif de cette activité est d'aider à la protection de l'environnement et le développement durable de la région des Caraïbes et de soutenir la mise en œuvre de la Stratégie de Honolulu et les partenariats PNUE mondiales sur les déchets et les déchets marins; par la poursuite de la mise en œuvre du «Plan d'action régional sur la gestion des déchets marins" (RAPMaLi), mis au point en 2007 et mis à jour en 2014.

Résultats attendus

79. Les résultats attendus du projet sont:

- Elargi les déchets marins du matériel éducatif et de sensibilisation qui comprend les interactions de l'habitat et de la faune.
- Contribution à l'efficacité des ressources les efforts du PNUE dans la région afin de réduire la production de déchets dans les secteurs clés et à promouvoir l'utilisation d'outils de gestion des déchets solides avec les organismes gouvernementaux;
- Promotion des synergies et la coordination entre les divers déchets solides en cours et les projets de déchets marins et les activités dans les pays pilotes;
- Développement d'une approche plus intégrée et cohérente pour les déchets solides et la gestion des déchets marins avec un accent particulier sur les communautés locales;
- Soutien aux activités axés sur l'éducation dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de Honolulu.
- Création et promotion d'un message plus cohérent aux intervenants et au grand public en matière de gestion des déchets solides; et
- Les partenaires identifiés pour développer des projets communs sur la gestion des déchets marins dans le cadre de la gestion intégrée des déchets solides avec un accent particulier sur le recyclage et la gestion des décharges sanitaires / sites d'élimination des déchets.

Pays bénéficiaires

Régional - région des Caraïbes

Coût du projet et des dépenses (en USD)

Période d'activité	budget prévisionnel (2015-16)	Budget actuel (2015-16)	Dépenses (2015-16)
2015-2016	50,000	0	0

80. Au cours de la période considérée, cinq concepts du projet sur les déchets marins ont été développés en collaboration avec GCFI et l'AMP qui mettent l'accent sur: (1) Le pilotage des stratégies marines de réduction des déchets pour les grands événements culturels / musical / sportives des Caraïbes - Carnaval de Trinidad-et-

Tobago; (2) Liens entre les déchets marins et la prévalence des problèmes de santé publique les moustiques; (3) La présence de micro-plastique dans le tractus intestinal des poissons exploités commercialement à partir de la Grenade; (4) Les innovations et l'analyse des coûts des options d'action de déchets marins; et (5) l'évaluation régionale des initiatives de déchets marins dans les Caraïbes. Les concepts de la proposition de projet sont disponibles Document d'information UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.13.

81. Dans le cadre des activités menées au cours du dernier exercice biennal vers la mise en œuvre des partenaires RAPMaLi, le PNUE CEP identifiés avec lesquels collaborent et soutiennent le développement et la mise en œuvre de projets pilotes nationaux et régionaux pour améliorer la gestion des déchets marins dans la région des Caraïbes, avec un accent particulier sur les déchets solide et la réduction de la matière plastique. Un partenariat a été établi avec l'Agence des États-Unis Protection de l'environnement (US EPA) et le Corps de la paix des États-Unis, afin de faciliter la mise en œuvre d'un Trash Free Waters (TFW) Initiative dans deux pays pilotes, la Jamaïque et le Panama.
82. Le TET à l'Initiative des Caraïbes a été annoncé lors de la Conférence Notre Océan II en Octobre 2015 au Chili. Le projet en Jamaïque a été officiellement lancé à Kingston en Août 2016 et devrait être lancé au Panama avant la fin de 2016.
83. Les premières réunions ont eu lieu avec les gouvernements nationaux et le Corps de la Paix au Panama (Novembre 2015) et en Jamaïque (Janvier 2016). Au cours de ces réunions, les points de contacts ont été identifiés, les rôles du PNUE CEP et les gouvernements ont été définis.
84. Un outil de formation basé sur PowerPoint sur les déchets marins et TET dans les Caraïbes a été développé pour une utilisation dans le cadre de la formation initiale (PST) de volontaires du Peace Corps. Ces sessions de formation initiale ont eu lieu en Février et Mars 2016 Jamaïque.

D. Programmes d'action national (PAN)

(v) La mise en œuvre des programmes d'action nationaux pilotes (APM) pour la gestion des éléments nutritifs

Contexte

85. Les nutriments sont essentiels pour le développement durable et représentent un lien qui unit beaucoup de nos préoccupations concernant des domaines tels que l'énergie, l'eau et la sécurité alimentaire, la santé humaine et l'environnement. Amélioration de la gestion des éléments nutritifs ferait simultanément les contributions à respecter les engagements mondiaux existants pour améliorer / protection de l'eau, l'air, le sol, le climat et la biodiversité, avec une contribution conséquente à la sécurité alimentaire et énergétique, et les avantages sociaux et économiques nets.
86. Au cours du dernier exercice biennal, le PNUE CEP et l'AMP ont lancé un programme visant à renforcer le développement et la mise en œuvre des programmes d'action nationaux (PAN) pour la protection de l'environnement marin contre les activités terrestres dans la région des Caraïbes. Grâce à la collaboration avec les LBS CAR et dans le cadre du Partenariat mondial pour la gestion des éléments nutritifs (GPNM), la Plate-forme des Caraïbes pour la gestion des éléments nutritifs (de CPNM) a été lancé.
87. Les priorités établies pour la CPNM de l'exercice précédent pour soutenir les priorités stratégiques de l'GPNM comprennent: (1) L'élaboration de politiques, la défense des politiques et de soutien à la réforme de la politique; (2) le développement de la boîte à outils pour soutenir les choix politiques et les décisions d'investissement;

- (3) Définition de l'indicateur de la performance des éléments nutritifs et l'utilisation des nutriments d'efficacité; et (4) Renforcement du partenariat.

Objectif

88. L'objectif global de cette activité est de renforcer les capacités dans les pays du WCR pour le développement et la mise en œuvre des programmes d'action nationaux pour aider à la protection de l'environnement marin des Caraïbes contre la pollution entrant provenant de sources et activités terrestres.

Résultats attendus

89. Les résultats escomptés de l'activité comprennent le soutien prévu:

- Développement de pilote pour tester des approches novatrices et des technologies pour améliorer la gestion des éléments nutritifs;
- Poursuite du développement et de la mise en œuvre des programmes d'action nationaux dans le cadre de l'application du Protocole LBS;
- Examen et mise à jour des APM dans au moins deux LBS Parties; et
- Les évaluations pilotes sur les niveaux de charge en éléments nutritifs provenant de sources sélectionnées, y compris (a) les eaux usées domestiques et (b) le ruissellement agricole.

Les pays bénéficiaires

Le WCR en mettant l'accent sur les pays qui ont rempli et / ou commencé le développement de programmes d'action nationaux.

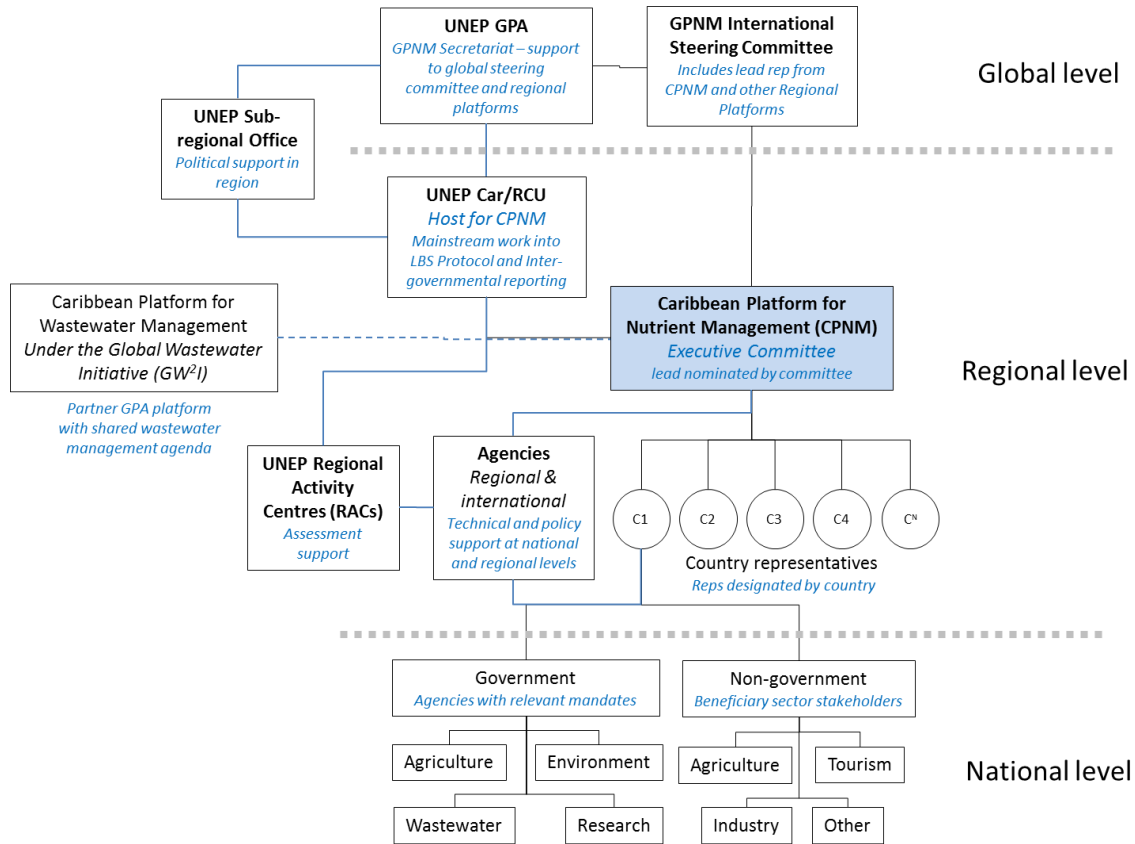
Coût de l'activité et des dépenses (en USD)

Période d'activité	budget prévisionnel	Budget actuel	Dépense
2016-2018	110,000	0	0

Statut

90. Au cours de la période sous revue, le PNUE CEP a pu réussir à mobiliser des fonds du CLME + Projet PNUD FEM d'entreprendre des activités spécifiques à l'appui des éléments nutritifs dans la région. Cela comprenait deux activités non financées de l'exercice biennal précédent, à savoir (1) le développement de projets à petite échelle avec LBS Parties à l'essai pilote des approches novatrices et des technologies pour améliorer la gestion des éléments nutritifs, y compris la surveillance, la récupération des nutriments et des éléments nutritifs efficacité de l'utilisation et de soutien requis la politique nationale et réformes juridiques; et (2) la réalisation d'évaluations pilotes sur les niveaux de charge en éléments nutritifs provenant de sources sélectionnées, y compris les eaux usées domestiques et eaux de ruissellement agricoles.

91. La deuxième réunion de planification régionale pour la CPNM a eu lieu à Trinidad-et-Tobago les 24-25 Février 2016 avec le soutien financier du PNUE GPA. De plus amples détails sur les activités sont disponibles dans le plan de travail de 2 ans inclus dans le document d'information UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.8. La structure et l'organisation des relations proposées de la plate-forme est décrite ci-dessous.



92. Au cours de l'exercice biennal, le PNUE CEP a collaboré avec l'AMP, GPNM et GW2I pour élaborer et soumettre une proposition de projet au Département d'Etat américain pour assurer le financement à mettre en œuvre et de démontrer des solutions innovantes rentables en Jamaïque et le Costa Rica qui peuvent être agrandies et répliquées pour contribuer à l'atténuation des charges de nutriments dans les eaux côtières des Caraïbes. Le projet, «Application de l'innovation pour réduire la pollution des nutriments dans les eaux usées et les rejets agricoles dans les cours d'eau, les milieux côtiers et marins de la mer des Caraïbes», cherchera à catalyser les efforts au niveau régional afin de réduire considérablement la pollution des nutriments provenant de sources terrestres pour le milieu marin dans les Caraïbes grâce à l'investissement dans les technologies de traitement des eaux usées innovantes et de démonstration des meilleures pratiques pour l'écoulement détournement agricole. Une première liste de la société civile / groupes des ONG, des organismes gouvernementaux et d'autres organisations concernées a été créée et des emplacements provisoires ont été identifiés dans les deux pays. La proposition de projet est présentée comme document d'information UNEP (DEPI) / CAR WG.37 / INF.15 et sera mis en œuvre dans le cadre de l'CPNM au cours de l'exercice biennal 2017-2018.

ANNEXE 1: Résumé des recommandations du 3^{ème} STAC LBS, 2^{ème} LBS STAC; les décisions de la 2^{ème} LBS CdP et les décisions pertinentes du 16^{ème} IG de la Convention de Cartagena.

Recommandations de la Troisième réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC) au Protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres (LBS) dans la région des Caraïbes

RECOMMANDATION I

PLAN DE TRAVAIL ET BUDGET

1. Les Parties contractantes doivent soumettre, au plus tard le 31 décembre 2016, des observations additionnelles, y compris de nouvelles activités à inclure au projet de plan de travail et au budget pour l'exercice biennal 2016-2017, afin de permettre la mise à jour dudit projet et budget que le Secrétariat doit élaborer et présenter à la troisième CdP au Protocole LBS pour approbation, à la seizième Réunion intergouvernementale sur le Plan d'action du Programme pour l'environnement des Caraïbes et à la treizième Réunion des Parties contractantes à la Convention de Cartagena pour information et approbation.
2. Les Parties contractantes devraient approuver le projet de plan de travail et le budget pour l'exercice biennal 2017-2018, y compris les recommandations formulées lors de la troisième Réunion du STAC LBS et celles précédant la troisième CdP au Protocole LBS.
3. Les Parties contractantes devraient appuyer les efforts du Secrétariat visant à élaborer des propositions de projets, notamment en faveur du projet CReW+ et de projets sur les déchets marins, à soumettre au Fonds pour l'environnement mondial (FEM), et devraient engager les gouvernement à solliciter le soutien des responsables nationaux du FEM en vue de l'approbation de ces propositions de projets.
4. Le Secrétariat, les Parties contractantes et toute partie intéressée devraient rejoindre la « coalition sacs plastiques » et se faire connaître, dès à présent, auprès du cabinet de Madame la ministre Ségolène Royal, présidente de la vingt-et-unième session de la Conférence des Parties sur les changements climatiques (COP21). La « coalition sacs plastiques » sera officiellement lancée à l'occasion de la COP22 à Marrakech, au cours de laquelle une manifestation parallèle sera spécialement organisée le 14 novembre 2016 de 16 h 45 à 18 h.
5. Le Secrétariat devrait intégrer une activité supplémentaire au plan de travail et au budget WG.37/3 afin de dresser une liste complète des déchets solides produits par chaque pays de la région des Caraïbes, d'évaluer les systèmes de collecte, de transport et de traitement, de dégager les possibilités d'améliorer ces systèmes, y compris les systèmes de réutilisation et de recyclage, et de cerner les difficultés liés à l'amélioration de ces systèmes.
6. Les Parties contractantes devraient étudier les données d'expérience de la Society of Environmental Toxicology and Chemistry afin de déterminer quelles sont les technologies et les meilleures pratiques pour traiter le problème des nouveaux contaminants préoccupants.
7. Le Secrétariat devrait convoquer à l'avenir, sous réserve de la disponibilité des ressources, des réunions communes du STAC au Protocole LBS et SPAW consacrées aux activités de renforcement des capacités et à des projets spécifiques, tels que la gestion écosystémique (EBM) dans le cadre des efforts visant à élaborer une feuille de route pour l'intégration SPAW / LBS.
8. En collaboration avec les Parties contractantes, le Secrétariat devrait mobiliser des ressources techniques et financières pour aider à lutter contre la pollution marine causée par les déchets plastiques et micro-plastiques, ainsi que par les déchets agricoles, miniers et d'élevage.
9. Le Secrétariat devrait mobiliser, en collaboration avec les Parties contractantes, des fonds pour surveiller la pollution d'origine tellurique, en particulier dans les zones urbaines.

RECOMMANDATION II

SURVEILLANCE ET ÉVALUATION DE L'ENVIRONNEMENT

1. Les Parties devraient consentir à ce que les sources terrestres de déchets marins figurent parmi les polluants prioritaires, en plus des eaux usées et des nutriments, sur la base des plateformes caribéennes connexes et de l'augmentation des effets de ces polluants sur la santé humaine et les écosystèmes côtiers et marins.
2. Les Parties devraient renforcer les capacités des laboratoires présents dans leur pays pour surveiller les paramètres LBS et maximiser l'appui financier accordé par le biais de projets tels que l'IWEco-FEM et éventuellement le CReW+ FEM.
3. Les Parties devraient convenir que les microplastiques, issus de la dégradation des matières plastiques, peuvent avoir des effets sur la santé humaine et sur les écosystèmes, et soutenir les efforts déployés par le Secrétariat pour partager l'information et mener des recherches visant à mettre au point des méthodes de surveillance des microplastiques, lesquelles devraient être intégrées aux programmes de surveillance de la qualité de l'eau.
4. En ce qui concerne l'élaboration et l'achèvement du Rapport sur l'état de la zone d'application de la Convention (SOCAR), les Parties devraient accepter les gammes « bon-passable-mauvais » en cours d'élaboration par le sous-groupe de données, et convenir de présenter des données nationales sur la qualité des eaux non traitées, étant entendu que ces données ne seront pas rendues publiques sans le consentement préalable et écrit du pays concerné.
5. Le Secrétariat devrait travailler avec les Parties contractantes et d'autres pays afin de mobiliser des ressources financières des projets existants et/ou de proposer de nouveaux projets pour répondre aux nouvelles priorités définies dans le cadre du Rapport SOCAR.
6. Le Groupe de travail intérimaire sur la surveillance et l'évaluation devrait poursuivre ses travaux intersessions, avant la réunion de la 3^e CdP au Protocole LBS en 2017 et au-delà, selon que de besoin, en tenant compte des soumissions et des informations communiquées par les Parties contractantes.
7. L'actuel Groupe de travail intérimaire devrait achever le projet de rapport sur l'état de la zone d'application de la Convention et notamment : 1) proposer des valeurs de données des gammes d'évaluation basées sur des informations fournies au cours des discussions précédentes ; et 2) présenter ce rapport à la 3^e CdP au Protocole LBS pour examen complémentaire.
8. La Réunion engage toutes les Parties contractantes à fournir au plus tard le 15 novembre 2016 des données et des informations nécessaires pour achever le projet de rapport SOCAR, prenant note du fait que certains pays auront éventuellement besoin d'un délai plus long pour communiquer ces informations.
9. Le Secrétariat devrait prévoir un exercice de validation – à entreprendre avec les coordonnateurs nationaux et d'autres parties prenantes concernées – des données utilisées dans le cadre de l'élaboration du Rapport SOCAR.
10. Le Secrétariat continue d'étudier les possibilités de soutenir l'élaboration du Rapport SOCAR par l'intermédiaire des projets IWEco-FEM et CLME+ FEM/PNUD, ainsi que d'autres initiatives connexes.
11. Le Groupe de travail intérimaire sur la surveillance et l'évaluation devrait réviser la classification existante des eaux marines selon le Protocole LBS, en tenant compte de la sensibilité politique du processus de classification et de la méthode utilisée dans le cadre de cette classification.
12. Les Parties contractantes sont invitées à classer leurs eaux avec l'aide, selon que de besoin du Groupe de travail et du Secrétariat.
13. Le Secrétariat devrait mettre progressivement en place une évaluation intégrée du rapport sur l'état du milieu marin dans la zone d'application de la Convention (SOME), comme l'exige la Convention de Cartagena, y compris le recours à l'évaluation économique, pour examen lors de la quatrième réunion du STAC au Protocole LBS et de la neuvième réunion du STAC au Protocole SPAW. À cet égard, la 3^e CdP au Protocole LBS et la 9^e CdP au Protocole SPAW peuvent envisager d'élargir le Groupe de travail sur la surveillance et l'évaluation pour prendre en considération les intérêts de la biodiversité et peuvent envisager en outre d'utiliser le projet de lignes générales sur l'état du milieu marin du projet CLME+

FEM/PNUD comme base pour l'élaboration future de ce rapport intégré sur la pollution et l'habitat au titre de la Convention de Cartagena. Le Secrétariat devrait donc travailler en collaboration avec l'Unité de coordination du projet CLME+ FEM/PNUD sur le projet de lignes générales sur l'état du milieu marin, qui doit être présenté à la 3^e CdP au Protocole LBS et à la 9^e CdP au Protocole SPAW pour approbation.

14. Étant donné que la méthode Forces – Pressions – État – Impact – Réponses (FPEIR) est utilisée dans le cadre de l'élaboration des rapports nationaux et régionaux sur l'état de l'environnement, y compris du SOCAR et du SOME, le Secrétariat devrait identifier les sources de financement potentielles et les possibilités de formation des Parties contractantes à l'utilisation de la méthode FPEIR aux fins de l'élaboration de rapports sur l'état de l'environnement.

RECOMMANDATION III

PROJETS FEM

1. Le Secrétariat devrait continuer de faciliter l'intégration progressive des questions de pollution et d'habitat/biodiversité dans une feuille de route SPAW / LBS et de favoriser une plus grande collaboration avec le Brésil ainsi que la participation de ce dernier aux actions visant à réduire les sources de pollution d'origine tellurique dans la zone d'application de la Convention, et celles venant appuyer le projet CLME+ FEM/PNUD et le Programme d'action stratégique du CLME+.
2. La Réunion devrait soutenir les activités du projet CLME+ du FEM/PNUD visant à renforcer la coopération et l'intégration d'actions de prévention et de réduction de la pollution aux niveaux régional et national grâce à l'exploitation durable des pêches et à la protection et à la remise en valeur de l'habitat dans le cadre de l'approche écosystémique de la protection du milieu marin.
3. Le Secrétariat devrait continuer de participer au développement de la proposition de projet CReW+ FEM.
4. La Réunion encourage les pays à solliciter l'appui du FEM au cours des réunions de ses parties prenantes et du Conseil, ainsi que lors d'autres rencontres avec le Secrétariat du FEM, pour financer les priorités relatives au problème de la pollution dans la région des Caraïbes, telles que la nécessité d'obtenir de nouvelles données de référence et de mener des recherches sur les sources de pollution et ses effets, y compris sur les eaux usées.
5. Les Parties contractantes ne devraient ménager aucun effort pour favoriser, au moyen de processus nationaux, le financement par le FEM de projets sur le terrain.

RECOMMANDATION IV

Ratification du Protocole LBS

1. Le Secrétariat et les Parties contractantes devraient continuer d'encourager les non-Parties au Protocole LBS à le ratifier et les Parties contractantes devraient poursuivre leurs efforts visant à mieux faire connaître le Protocole LBS aux niveaux national et régional.
2. Le Secrétariat devrait demander aux Parties non contractantes au Protocole LBS de fournir des informations à jour sur l'état d'avancement du processus de ratification du Protocole LBS dans leur pays respectif, y compris sur les difficultés qu'elles ont rencontrées au cours de ce processus. Ces pays devraient identifier les occasions de soulever la question de la ratification du Protocole LBS au sein de forums politiques de haut niveau et de toutes autres instances intergouvernementales concernées.
3. À la lumière des questions communes traitées par le Mécanisme régional de gestion des pêches des Caraïbes (CRFM en anglais) et le Secrétariat de la Convention de Cartagena, la Réunion appuie la conclusion d'un mémorandum d'accord entre le Mécanisme et le Secrétariat.
4. Le Secrétariat devrait travailler avec les Parties contractantes et toute autre Partie pour proposer et faciliter le transfert des connaissances, des meilleures pratiques et des technologies appropriées visant à prévenir et à réduire la pollution dans la région des Caraïbes.

Décisions de la Deuxième réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC) au Protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres (LBS) dans la région des Caraïbes

**Recommandation I
Plan de travail et budget**

1. Les parties contractantes soumettent des commentaires additionnels sur l'ébauche de Plan de travail et le budget pour l'exercice biennal 2015-2016, pour le 30 juillet, afin de permettre la mise à jour et d'être préparée pour l'approbation et la soumission à la 2ème CdP LBS, en vue de son adoption, et la quinzième réunion intergouvernementale sur le plan d'action pour le Programme pour l'environnement des Caraïbes et douzième réunion des parties contractantes à la Convention de Cartagena pour information.
2. Le secrétariat continue des efforts, en collaboration avec des gouvernements intéressés et des partenaires, afin de développer une proposition de suivi à GEF REPCar à soumettre au FEM.
3. Le secrétariat, en collaboration avec les agences régionales et internationales, explore des opportunités de mettre en oeuvre les activités qui soutiennent l'exécution de l'article 5 sur la pollution des bateaux et l'article 9 sur la pollution aéroportée, du protocole LBS. Elles devraient inclure des activités pour le pré traitement des effluents industriels selon l'annexe III du protocole LBS.
4. Le secrétariat, en collaboration avec les CAR LBS et déversement d'hydrocarbures facilite l'appui technique aux pays dans le domaine de la pollution pétrolière, y compris l'utilisation de dispersants et la réhabilitation des zones contaminées par les hydrocarbures.
5. Le secrétariat explore les opportunités d'avoir des réunions conjointes des experts techniques des protocoles SPAW et LBS, y compris la considération d'un STAC LBS/SPAW conjoint à l'avenir.
6. Le secrétariat explore des mécanismes pour fournir l'information concernant le développement de futurs projets de plans de travail et de budgets et le SOCAR, avant le STAC, pour permettre des apports appropriés par les parties contractantes dans le développement du plan de travail et du budget.
7. Le secrétariat inclue les activités dans le plan de travail et le budget pour 2015-2016 ciblées sur la gestion des sources diffuses de pollution marine.

**Recommandation II
Suivi et évaluation de l'environnement**

1. Le secrétariat, en commun avec le CAR/LBS, continue de renforcer des capacités à l'utilisation d'outils pour la prise de décision, et de les utiliser afin d'apporter une valeur ajoutée aux résultats des données existantes de suivi de l'environnement, produits par des projets et des activités AMEP.
2. Le groupe de travail intérimaire sur le suivi et l'évaluation continue son travail intersession, avant la réunion de la CdP2 en novembre 2014 et au-delà, selon les besoins.
3. Le groupe de travail intérimaire sur le suivi et l'évaluation continue sous la présidence des Etats-Unis pour la période amenant à la réunion de CdP2, étant donné que le terme de la présidence actuelle se termine après la réunion STAC 2.
4. L'actuel groupe de travail intérimaire achève le rapport proposé sur l'état de la zone d'application de la convention (SOCAR) pour: (1) proposer et convenir sur les valeurs de données des gammes d'évaluation, basées sur des informations fournies au cours des discussions précédentes ; et (2) présenter ce rapport à la 2ème CdP LBS.
5. Le secrétariat continue d'explorer des opportunités de soutenir la mise en oeuvre du protocole LBS et le développement du SOCAR par la participation aux discussions concernant l'atlas marin des Caraïbes (CMA2), le composant 5 de CLME+, l'évaluation mondiale des océans et d'autres initiatives y relatives.
6. Le secrétariat prépare un bref dossier montrant les liens et les synergies potentielles avec ces autres initiatives à présenter avec le profil de SOCAR pour soumettre à la considération à la 2ème CdP LBS.

7. Le secrétariat prépare et soumette des apports et des méthodologies additionnelles au groupe de travail, qui pourraient être considérés pour améliorer l'actuel profil de SOCAR et son développement ultérieur.

Recommandation III Projets du FEM

1. Le secrétariat continue à participer au développement de la proposition de projet de GEF CLME+ donnant une particulière attention à l'intégration progressive des questions de pollution et d'habitat/biodiversité et l'exploration des moyens pour la collaboration avec, et à la participation du Brésil, dans les actions menant à la réduction de la pollution LBS dans la zone d'application de la convention.
2. Le secrétariat participe au processus de développement du projet du FEM du récif mésoaméricain, en apportant en particulier aux activités proposées pour la gestion des déversements de sources diffuses.

Recommandation IV Programme d'action mondial

1. Le secrétariat mobilise des fonds pour soutenir une évaluation des chargements nutritifs en mer des Caraïbes, afin de donner la priorité à de futures interventions, par rapport à la réduction de la charge de pollution, et afin de guider de futures activités de la plateforme des Caraïbes pour la gestion d'éléments nutritifs.
2. Le secrétariat et les Parties contractantes renforcent la collaboration avec le GPNM, afin d'améliorer la gestion globale des éléments nutritifs.
3. Le secrétariat collabore avec le PAM et le GPNM pour tester des approches et des technologies innovatrices et améliorer la gestion des éléments nutritifs comprenant le suivi, le rétablissement nutritif et l'efficacité dans l'utilisation des éléments nutritifs.
4. Le secrétariat continue à assurer la coopération étroite entre le projet FEM CReW et à l'avenir l'initiative globale pour les eaux usées, avec le développement d'activités communes concrètes dans des zones prioritaires.
5. Le secrétariat explore les possibilités d'établir un noyau des Caraïbes pour le Partenariat mondial sur les déchets marins, pour aider à la mise en oeuvre du plan d'action régional révisé sur les déchets marins.
6. Le secrétariat, en collaboration avec le PAM, explore des opportunités pour soutenir la revue et la mise à jour des programmes nationaux d'action développés par les parties contractantes au LBS.

Recommandation V Global Partnership for Oceans

1. **Recommended** that the Secretariat continue collaboration with the World Bank GPO with the view to establishing linkages with the development of the SOCAR and by providing relevant information on previous studies on the state of the marine environment in the Wider Caribbean, and in particular, information relating to the impacts of pollution.
2. **Recommended** that the Secretariat facilitate sharing of outputs and methodologies used to develop the Regional Water Quality Assessment Report under the GPO with all Contracting Parties.

Recommandation VI

1. **Demander** aux parties contractantes au protocole LBS que les membres du STAC aient la compétence et la continuité pour assurer la contribution efficace au développement des activités entreprises par le STAC.

Décisions de la Deuxième Réunion des Parties contractantes (CdP) au Protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres dans la région des Caraïbes

1. **Approuver** les recommandations du second Comité STAC du Protocole LBS.
2. **Adopter** pour approbation définitive par la 16^{ème} Réunion Intergouvernementale (IGM) et la 13^{ème} Réunion des Parties Contractantes, le plan de travail et le budget révisés pour le sous-programme AMEP pour la période 2015-2016, avec les modifications et les priorités introduites par la Réunion ; et **noter** que le sous-programme de travail AMEP devrait donner priorité aux Parties Contractantes au Protocole LBS, en prenant en compte les besoins de prévention des pollutions régionales, ainsi que les partenariats financiers qui peuvent occasionnellement, requérir la participation d'Etats qui ne sont pas Parties Contractantes.
3. **Encourager** les gouvernements de la région qui ne l'ont pas encore fait, de devenir Parties Contractantes à la Convention de Carthagène et à ses Protocoles, y compris le Protocole LBS..
4. **Proroger** le mandat du Groupe de Travail sur le Suivi et l'Evaluation pour qu'il serve comme organe consultatif pour le Secrétariat au cours de la préparation du rapport sur l'état de la zone de la Convention (SOCAR).
5. **Considérer** la liste modifiée des paramètres sur la qualité de l'eau marine dans la présentation du SOCAR et **charger** le Groupe de Travail de préciser les gammes acceptables concernant les paramètres et méthodologies définies pour le suivi et l'évaluation.
6. **Demander** aux Parties Contractantes de fournir des informations au Groupe de Travail sur les méthodologies et indicateurs particuliers utilisées dans leur pays respectif, afin de développer des directives pour la classification des eaux côtières en groupe d'eaux de Classe I et Classe II et sur leur suivi.
7. **Demander** au Secrétariat de développer une stratégie ainsi qu'une gestion des informations et un plan de transmission du SOCAR qui assurera son utilité comme outil pour établir des décisions techniques et financières éclairées, dans le but d'interventions appropriées pour la réduction des pollutions telluriques.
8. **Demander** au Secrétariat d'identifier d'autres évaluations marines régionales et globales ainsi que des plateformes telles que le CMLE, le partenariat Méso-Américain, la Banque Mondiale GPO, le Réseau Méso-américain de qualité des eaux (REMECA), le PNUE Live et comment ils pourraient soutenir le développement du SOCAR, ainsi que d'inclure des informations sur ces initiatives au premier SOCAR.
9. **Demander** au Groupe de Travail de présenter un rapport sur les progrès obtenus au troisième STAC du Protocole LBS et Réunion des Parties et **demander** que le Secrétariat, avec les CAR LBS, coordonne et appuie le travail du Groupe de Travail.
10. **Demander** à la 16^{ème} Réunion Intergouvernementale d'appuyer le travail continu du Groupe de Travail, pour continuer à développer le rapport sur l'état de la zone de la Convention (SOCAR), y compris en utilisant des informations partagées par les pays dans leurs rapports concernant la mise en œuvre de la Convention de Carthagène.
11. **Demander** aux gouvernements de la Région et à toute autre partie intéressée dans le développement du SOCAR, mais aussi pour présider le groupe, d'informer le Secrétariat jusqu'au 1er Mars 2015.
12. **Demander** au Secrétariat de continuer sa collaboration étroite avec le PNUE GPA et autres bureaux du PNUE pour continuer le développement et la mise en œuvre de partenariats régionaux et globaux en relation avec les nutriments, les eaux usées, les déchets solides et les déchets marins et continuer la mise en place de Programmes d'Actions Nationaux et Régionaux sur les déchets marins (RAPMaLi).
13. **Encourager** le Secrétariat de considérer l'inclusion des activités relatives à la sensibilisation et au renforcement de capacités pour le suivi de l'acidification des océans dans les prochains plans de travail, en notant les recommandations et actions qui suivent l'atelier sur l'acidification des océans qui a eu lieu comme événement parallèle à la Conférence de Septembre 2014, à Samoa, sur les Petits Etats Insulaires en Développement.
14. **Recommander à la 16^{ème} Réunion Intergouvernementale** d'appuyer la participation du Secrétariat au projet GEF CLME+ en particulier sur des aspects relatifs à une approche plus intégrée des activités LBS et SPAW, y compris une éventuelle réunion commune des Comités STAC LBS/SPAW et le développement du SOCAR.
15. **Encourager** une plus grande collaboration entre les CAR SPAW, LBS et REMPEITC dans l'exécution d'activités qui soutiennent leurs plans de travaux et priorités respectives.

16. **Encourager** la participation active des Parties Contractantes et d'autres Etats dans la Région des Caraïbes pour les projets d'AMEP pour mieux tirer profit des opportunités offertes pour soutenir leur ratification et la mise en œuvre du Protocole LBS.
17. **Demander** au Secrétariat de continuer ses efforts pour mobiliser des fonds pour des projets et activités qui n'ont pas de financement dans le cadre du Plan de Travail pour 2015-2016.

Décisions de la Seizième Réunion intergouvernementale du Plan d'action du Programme pour l'environnement des Caraïbes et treizième Réunion des Parties contractantes à la Convention

Décision I

Plan de travail et budget pour le Programmes pour l'environnement des Caraïbes

Approuver le Plan de travail et le budget du Programme pour l'environnement des Caraïbes pour l'exercice biennal 2015-2016 avec les modifications à approuver par le SPAW COP8 et COP2 LBS et plus tard par la Réunion ;

Demander au secrétariat de continuer à rechercher des fonds additionnels pour répondre aux pleines exigences du plan de travail approuvé et **exhorter les** gouvernements à soutenir le secrétariat à cet égard ;

Demander au Secrétariat de continuer ses efforts de collecte de fonds et d'explorer des mécanismes financiers novateurs auprès des Etats membres, afin de faciliter le paiement de leurs contributions non acquittées, par exemple par leur soutien aux réunions, aux ateliers, etc. ; et

Demander au Directeur exécutif du PNUE de prendre les dispositions nécessaires pour prolonger le Fonds d'affectation spéciale des Caraïbes jusqu'en 2017.

Décision II

Rapport, Recommandations, et Décisions des réunions convenues depuis le 15 Intergouvernementale

Approuver les décisions de la deuxième Réunion des Parties contractantes (CdP) au Protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres (Protocole LBS) dans la région des Caraïbes.

Décision III

RAC-REMPEITC

Passer en revue et appuyer les recommandations de la 7ème Réunion ordinaire du comité de coordination ;

Revoir et approuver le Plan de travail et le budget pour l'exercice biennal 2014-2015 ;

Demander au secrétariat de travailler avec le PNUE et le gouvernement et Curaçao pour mettre fin et signer le Mémorandum d'Entente pour l'accueil de RAC/REMPEITC-Caribe.

Encourager les Parties contractantes à continuer à développer et achever des plans d'urgence nationaux contre les déversements d'hydrocarbures/HNS et à fournir des apports pour la mise à jour du Plan de l'île OPRC des Caraïbes par l'établissement d'un groupe de travail ;

Décision IV

Centres d'activités régional (CAR)

Demander au Secrétariat, en coordination avec les centres d'activités régionaux, de continuer son travail pour finaliser les accords de Siège en attente, avec les gouvernements hôtes le plus tôt possible.

Décision V

Programme pour l'environnement des Caraïbes et la Convention de Carthage et ses Protocoles

Reconnaissant que le format de rapport devrait être tenu sous contrôle périodique du secrétariat, y compris de demander aux gouvernements de fournir des informations supplémentaires dans le cadre de leurs obligations de déclaration en vertu de la Convention.

Demander également au secrétariat de poursuivre ses efforts pour renforcer les relations de collaboration avec les agences régionales et les secrétariats des conventions pertinents, pour permettre la mise en œuvre plus efficace du plan de travail du PEC;

Décision VI

Group de travail sur la surveillance et l'évaluation environnementale

Soutenir la recommandation spécifique de la CdP2 LBS, afin de permettre le travail continu du groupe de travail sur le suivi et l'évaluation de l'exercice biennal 2015-2016 ;

Demander que le groupe de travail continue comme un groupe de travail ouvert constitué d'experts des Parties contractantes et de centres régionaux d'activité à la Convention de Cartagena ;

Demander aussi que la présidence des groupes de travail fasse rapport à la 3ème LBS STAC et le cas échéant, à CdP3 LBS; et.

Demander au secrétariat de maintenir ses efforts de mobiliser les ressources qui aideront des pays, dans la conduite de suivi et des évaluations nationales côtières et marines, et dans le développement ultérieur du Rapport sur l'état de la zone d'application de la Convention.

Décision VII

Le grand écosystème marin des Caraïbes du FEM (CLME+ SAP)

Demander que le secrétariat explore des opportunités d'entrer dans un accord formel avec le Brésil, concernant une collaboration mutuelle sur des activités relevant de la Convention de Cartagena et ses protocoles ;

Exhorter le secrétariat à tirer profit des ressources qui seront fournies à travers CLME + pour faciliter la coordination renforcée des régions, parmi les domaines de programme AMEP et SPAW, y compris le développement d'une feuille de route pour l'action de collaboration et la tenue de réunions techniques communes et des ateliers ;

Demander que le secrétariat participe au mécanisme de coordination intérimaire pour la mise en œuvre du CLME+ SAP, qui doit être établi sous le projet CLME +, et à participer au processus pour identifier un mécanisme de coordination pour soutenir la mise en œuvre de la gestion basée sur l'écosystème / approche éco systémique (EBM/EAF) au sein du CLME+;

Demander au secrétariat de faciliter la collaboration et la coordination entre le projet CLME+ et d'autres projets relatifs exécutés par le secrétariat, en particulier les projets du FEM, tel que le FEM CReW et FEM IWeco.

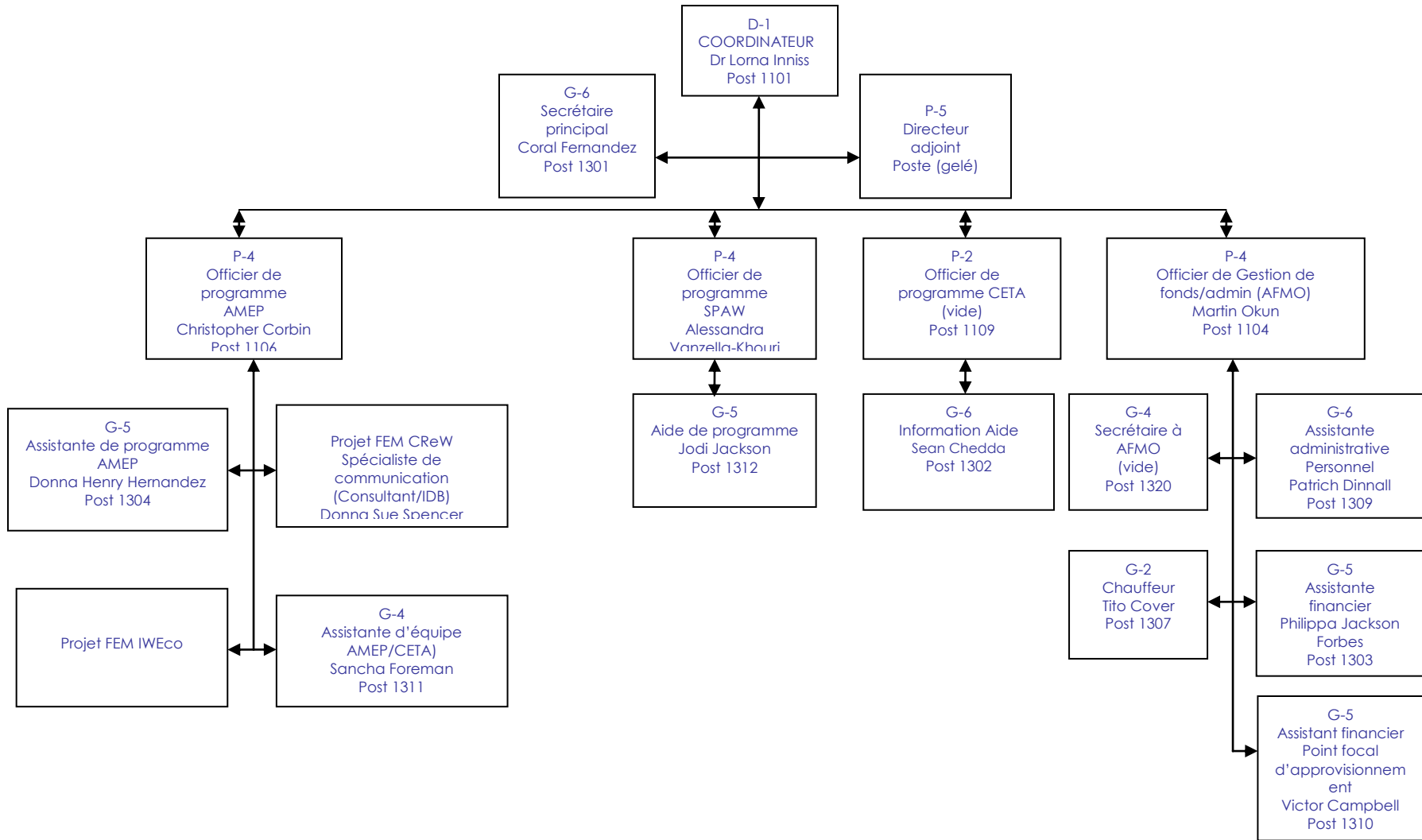
Décision VIII
Projet grand écosystème marin des Caraïbes (CLME+)

Demander au secrétariat de lancer des consultations avec des initiatives et organismes de la région effectuant la restauration de récifs coralliens, en vue de développer des mécanismes de partage de l'information, de recherche et des meilleures pratiques sur la question, ainsi que pour améliorer la collaboration et la coordination entre celles-ci et d'autres initiatives pertinentes ;

Encourager le secrétariat à inclure les mécanismes mentionnés dans la décision VIII.1 dans le contexte du projet de CLME+, qui vise également à intégrer et faciliter des actions et des investissements sur la restauration des habitats principaux et la réduction de pollution.

ANNEX II: Organigramme du Secrétariat de la Convention de Carthagène

*PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT (PNUEP)
UNITÉ DE COORDINATION RÉGIONALE DES CARAÏBES (RCU/CAR)*



ANNEX III: État de la ratification de la Convention de Carthagène et ses Protocoles aout

<i>Etat</i>	Convention de Carthagène		Déversement d'hydrocarbures		SPAW		LBS	
	Date of Signature	Ratifié/ Adhéré	Date of Signature	Ratifié/ Adhéré	Date of Signature	Ratifié/ Adhéré	Date of Signature	Ratifié/ Adhéré
<i>Antigua et Barbuda</i>		11-sep-86		11-sep-86	18-jan-90			13-juil-10
<i>Bahamas</i>		24-juin-10		24-juin-10		8-mar-12		24-juin-10
<i>Barbade</i>	5-Mar-84	28-mai-85	5-mar-84	28-mai-85		14-oct-02		
<i>Belize</i>		22-sep-99		22-sep-99		4-jan-08		4-fev-08
<i>Colombie</i>	24-Mar-83	3-mar-88	24-mar-83	3-mar-88	18-jan-90	5-jan-98	2-oct-00	
<i>Costa Rica</i>		2-aout-91		2- aout-91			6-oct-99	
<i>Cuba</i>		15-sep-88		15-sep-88	18-jan-90	4- aout-98		
<i>Dominica</i>		5-oct-90		5-oct-90				
<i>République Dominicaine</i>		24-nov-98		24-nov-98		24-nov-98	3- aout-00	6-sep-12
<i>France</i>	24-Mar-83	13-nov-85	24-mar-83	13-nov-85	18-jan-90	5-avr-02	6-oct-99	4-mai-07
<i>Grenade</i>	24-Mar-83	17- aout-87	24-mar-83	17- aout-87		5-mar-12		5-mar-12
<i>Guatemala</i>	5-Dec-83	18-dec-89	5-dec-83	18-dec-89	18-jan-90			
<i>Guyana</i>		14-juil-10		14-juil-10		14-juil-10		14-juil-10
<i>Haïti</i>								
<i>Honduras</i>	24-Mar-83		24-mar-83					
<i>Jamaïque</i>	24-Mar-83	1-avr-87	24-mar-83	1-avr-87	18-jan-90			5-nov-15
<i>Mexique</i>	24-Mar-83	11-avr-85	24-mar-83	11-avr-85	18-jan-90			
<i>Pays Bas</i>	24-Mar-83	16-avr-84	24-mar-83	16-avr-84	18-jan-90	2-mar-92	6-oct-99	
<i>Nicaragua</i>	24-Mar-83	25- aout-05	24-mar-83	25- aout-05				
<i>Panama</i>	24-Mar-83	7-oct-87	24-mar-83	7-oct-87	16-jan-91	27-sep-96		9-juil-03
<i>St. Kitts et Nevis</i>		15-juin-99		15-juin-99				
<i>Sainte Lucie</i>	24-Mar-83	30-nov-84	24-mar-83	30-nov-84	18-jan-90	18-mai-00		30-jan-08
<i>St. Vincent et les Grenadines</i>		11-juil-90		11-juil-90	26-juil-91	26-juil-91		
<i>Surinam</i>								
<i>Trinité-et-Tobago</i>		24-jan-86		24-jan-86	18-jan-90	10- aout-99		28-mar-03
<i>Le Royaume-Uni</i>	24-Mar-83	28-fev-86	24-mar-83	28-fev-86	18-jan-90			
<i>Etats-Unis d'Amérique</i>	24-Mar-83	31-oct-84	24-mar-83	31-oct-84	18-jan-90	16-avr-03	6-oct-99	13-fev-09
<i>Venezuela</i>	24-Mar-83	18-dec-86	24-mar-83	18-dec-86	18-jan-90	28-jan-97		
<i>La Commission économique européenne</i>	24-Mar-83							

Annexe IV: Intergouvernemental, Technique / Expert et autres grandes réunions convoquées par le PNUE CEP, CAR et Projet FEM (Octobre 2014-Octobre 2016)

Numéro d'événement	Secteur du programme	Titre	Lieu	Date
1.	GEF CReW	Gouvernance et de l'assainissement Atelier	St. John's, Antigua & Barbuda	23-27 January 2015
2.	AMEP	Réunion de mise en œuvre des Caraïbes sur la décision 5 de la Réunion XIX du Forum des ministres de l'environnement pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Bridgetown, Barbade	27-29 January 2015
3.	AMEP/CEP	Caribbean Green Economy Conference 2015, «Mise en œuvre SAMOA sentier et l'avancement des objectifs de développement durable dans les Caraïbes»	Kingston, Jamaïque	23-24 February 2015
4.	GEF IWeco	Le Programme de petites subventions du FEM (SGP) Amérique latine et l'Atelier régional des Caraïbes	Saint Domingue, République Dominicaine	8-13 March 2015
5.	GEF CReW	Atelier des eaux usées et de récifs.	Floride, Etats-Unis	23-25 March 2015
6.	GEF CReW	Formation en Lab sur les capacités des participants du Costa Rica, le Guatemala, le Honduras et le Panama dans le cadre du projet FEM CReW - de formation régionale en matière de suivi et d'évaluation des eaux usées domestiques.	Havana, Cuba	13-17 April 2015
7.	GEF CReW	Ateliers de développement de stratégie de répliation régionale	Kingston, Jamaïque	4-8 May 2015
8.	AMEP	Agence de la santé publique des Caraïbes Comité consultatif (CARPHA) technique (TAC) Réunion.	St. George's, Grenade	21 June 2015
9.	GEF CReW	Quatrième réunion du Comité de pilotage du projet (PSC 4)	Antigua, Guatemala	7-9 July 2015
10.	AMEP	Deuxième réunion du LBS scientifique, technique et Comité consultatif (STAC).	Antigua, Guatemala	7-9 July 2015
11.	GEF CReW	Caribbean Water and Wastewater Association 24e Conférence annuelle et exposition, «Améliorer la qualité de vie grâce à l'eau et des déchets Solutions de gestion.	Miami, Floride	24-28 August 2015
12.	GEF CReW	Session (HLS) Forum ministériel 11e annuel de haut niveau	Miami, Floride	27-28 August 2015
13.	AMEP	Réunion du Groupe d'experts sur les «Approches intégrées pour la mise en œuvre du SAMOA Pathway et le programme de développement post-2015: Les liens entre les PEID, le changement climatique et les océans et les mers	Siège de l'ONU, New York	2-3 September 2015
14.	AMEP	La deuxième Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO) Conseil des ministres pour la durabilité environnementale	St John's, Antigua and Barbuda	7-9 September 2015

Numéro d'événement	Secteur du programme	Titre	Lieu	Date
15.	AMEP	Première Waste-to-Energy (WtE) Salon et conférence des Caraïbes	St. Georges, Grenade	20-23 janvier 2016
16.	GEF CLME+	Comité directeur du projet First VENIR Réunion et atelier de lancement	Carthagène, Colombie	26-28 janvier, 2016
17.	AMEP	Noeux Caraïbes pour la réunion de déchets marins	Kingston, Jamaïque	3 février 2016
18.	GEF CRew	Finale Atelier régional de renforcement des capacités	Port of Spain, Trinidad-&-Tobago	15-19 février 2016
19.	AMEP	Deuxième Réunion régionale de planification du Programme des Caraïbes pour la gestion des éléments nutritifs	Trinidad & Tobago	24-25 février 2016
20.	GEF CRew	GEF-UNDP-IMO GloBallast Programme de partenariats R & D Forum et Exposition sur la gestion des eaux de ballast	Montréal, Canada	16-18 mars 2016
21.	GEF CRew	Huitième Conférence biennale des eaux internationales du FEM (FEM IWC 8)	Sri Lanka	9-13 mai 2016
22.	AMEP	Rapport sur l'état zone de la Convention (SOCCER)	Kingston, Jamaïque	15-17 août 2016
23.	AMEP	Lancement de l'Initiative de partenariat Trash Waters gratuit pour la Jamaïque	Kingston, Jamaïque	18 août 2016
24.	GEF CLME+	Atelier de communication	Miami, Floride	5-7 juillet 2016
25.	GEF CLME+	Deuxième réunion du Groupe CLASS exécutif Projet (PEG)	Miami, Floride	6-7 septembre 2016
26.	GEF CLME+	Deuxième réunion du Programme d'action stratégique CLM (SAP) du mécanisme de coordination intérimaire	Miami, Floride	8-9 septembre 2016
27.	GEF IWeco	GEF IWeco - Première Réunion de la Commission de pilotage du projet et atelier de lancement	Kingston, Jamaïque	20-22 septembre 2016
28.	AMEP	Troisième réunion du LBS scientifique, technique et Comité consultatif (STAC).	Miami, Florida, USA	31 octobre au 2 novembre 2016

ANNEXE V: Publications internes par AMEP et le projet de CReW FEM (2015-2016)

1. FEM CReW Baseline Étude d'évaluation sur la gestion des eaux usées pour:
 - i. Belize (première édition 2013, révisée 2015) - English
 - ii. Costa Rica (première édition 2013, révisée 2015) - Espagnol
 - iii. Guatemala (première édition 2013, révisée 2015) - Espagnol
 - iv. Honduras (première édition 2013, révisée 2015) - Espagnol
 - v. V. Jamaica (première édition 2013, révisée 2015) - English
 - vi. Panama (première édition 2014, révisée 2015) – Espagnol

2. FEM CREW Publications
 - i. Tracer une nouvelle voie pour la gestion des eaux usées dans la région des Caraïbes: Journey FEM CReW
 - ii. Partenariats pour la gestion des eaux usées dans le WCR
 - iii. Analyse de la situation sur les plates-formes de gestion des eaux usées pour la région des Caraïbes.

3. FEM CREW Les documents sont disponibles à l'adresse:
<http://www.gefcrew.org/index.php/publications>

4. AMEP Feuilletts (www.cep.unep.org/factsheets/)
 - i. AMEP Sous-programme
 - ii. Protocole LBS
 - iii. Eaux usées
 - iv. Déchets solides et déchets marins
 - v. Plastiques et micro-plastiques
 - vi. L'acidification des océans
 - vii. Les déversements de pétrole

ANNEXE VI: Documents officiels et présentations techniques par le Sous-programme AMEP

Christopher Corbin, 2015. «Les plans de gestion des eaux usées: Peut-on améliorer le secteur sans eux?" Présenté à la Caribbean Water and Wastewater Association 24ème Conférence et Exposition, Août 24-28, 2015, Miami, Floride.

Marlon Daniels et Angela Franklin, 2015. «Améliorer la qualité de l'eau dans les cours d'eau de la Guyane: L'héritage durable du projet FEM CReW".

Marlon Daniels, 2015. «Des mécanismes novateurs de financement des eaux usées - Pourquoi le CReW ne concerne pas seulement la construction d'usines de traitement des eaux usées». Présenté à la 24e Conférence Association des Caraïbes de l'eau et des eaux usées et d'exposition, Août 24-28, 2015, Miami, Floride

Rensforde Joseph et Darren Shako, 2015. «L'ennemi intérieur - développement sans traitement: Faire un cas pour une meilleure gestion des eaux usées en Guyane". Présenté à l'eau des Caraïbes et de l'Association des eaux usées 24e Conférence et exposition, Août 24-28, 2015, Miami, Floride.

Elizabeth Bradford, Christopher Corbin, Aaron Hutchins, Mary Jo Kealy, Elizabeth C. Smith et Jonathon Weier, 2015. «Plaidoyer pour l'augmentation des investissements publics et privés dans le traitement des eaux usées: L'importance de l'intégration des effets sur le capital naturel».

Lauretta Burke, 2015. «L'évaluation économique et les avantages de l'amélioration du traitement des eaux usées dans les Caraïbes". Présenté à l'eau des Caraïbes et de l'Association des eaux usées 24e Conférence et exposition, Août 24-28, 2015, Miami, Floride.